

RAPPORT ANNUEL 2025

Catalyser le changement à un moment charnière pour la sécurité alimentaire mondiale



À propos du GAFSP	3
Lettre des Coprésidents	4
Note de la Nouvelle Présidente	6
Lettre des Organisations de la Société Civile	7
Le Défi	9
La Mission du GAFSP	13
Le Mode d'Action du GAFSP	16
Vision 2030	19
Portefeuille de Programmes	24
Subventions aux Pays	27
Subventions Menées par les Organisations de Producteurs	32
Financement du Secteur Privé	33
Mécanisme de Financement des Investissements Commerciaux (BIFT)	38
Renforcer la Résilience des Agriculteurs	39
Renforcer les Systèmes Alimentaires Face aux Chocs Climatiques	41
Placer les Femmes au Cœur des Systèmes Alimentaires	48
Élargir l'Accès à une Alimentation Nutritive et Diversifiée	53
Renforcer la Sécurité Alimentaire dans les Contextes Fragiles et Touchés par des Conflits	57
Améliorer les Moyens de Subsistance Grâce à l'Emploi Agroalimentaire	63
Annexes	67
Annexe 1. Soutien des Donateurs	68
Annexe 2. Comité de Direction	69
Annexe 3. Projets	72

À Propos du GAFSP

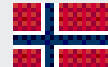
Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) est une plateforme multilatérale de partenariat et de financement dont la vocation indéfectible est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays les plus pauvres du monde.

Créé par le G20 au lendemain de la crise mondiale des prix alimentaires de 2007-2008, le GAFSP s'emploie depuis lors à bâtir des systèmes agricoles et alimentaires résilients et durables, en plaçant les petits exploitants agricoles au cœur de chacune de ses actions.

Depuis 2010, le GAFSP rassemble douze donateurs – la Fondation Gates, l'Australie, le Canada, l'Allemagne, l'Irlande, le Japon, la République de Corée, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis – aux côtés des pays partenaires, des agences multilatérales de développement et des organisations de la société civile.

Ensemble, ils ont mis en commun plus de 2,5 milliards de dollars de fonds de donateurs, sous forme de subventions de financement, d'assistance technique, de prêts concessionnels, de finance mixte et de services de conseil, couvrant l'ensemble des systèmes agricoles et alimentaires, de la ferme à la table. Les gouvernements partenaires, les organisations d'agriculteurs et de producteurs, ainsi que le secteur privé, dirigent la conception et la mise en œuvre de ces investissements, en collaboration avec l'agence multilatérale de développement de leur choix.

Gates Foundation



Période de référence du guichet du secteur public : janvier à décembre 2025

Période de référence du guichet du secteur privé : juin 2024 à juin 2025

Lettre des Coprésidents

La province de Battambang est reconnue comme le grenier à riz du Cambodge. Grâce au soutien du GAFSP, les agriculteurs locaux adoptent des techniques d'irrigation plus résilientes et approvisionnent de nouveaux marchés – une avancée cruciale dans un pays où la majeure partie de la population vit en milieu rural et dépend du riz comme aliment de base quotidien.

Dans le Corridor sec du Honduras, les petits exploitants améliorent leurs moyens de subsistance grâce à des chaînes de valeur soutenues par le GAFSP dans les secteurs de l'avocat, du maraîchage et du miel, exploitant des terres où la sécheresse faisait autrefois de l'agriculture un défi redoutable.

Au Togo, le Projet de résilience des systèmes alimentaires (FSRP) a distribué des semences et des engrais à plus de 28 000 agriculteurs au cours de la seule dernière campagne agricole.

Derrière chaque chiffre, chaque graphique et chaque stratégie de ce rapport annuel se cachent des communautés revitalisées. Les chocs multiples sapent les progrès en matière de sécurité alimentaire, et le besoin d'investissements à long terme demeure plus urgent que jamais.

En 2025, le Comité de direction a approuvé la Vision 2030, consolidant ainsi le rôle du GAFSP en tant que plateforme catalytique

axée sur les systèmes. En agissant comme un instigateur d'incitations, un connecteur et un réducteur de risques, le GAFSP ambitionne de mobiliser des coalitions et des enveloppes de financement élargies afin de renforcer les systèmes agroalimentaires dans les pays à faible revenu.

Cette année a également été marquée par la première allocation de fonds issue de son nouveau mécanisme de financement des investissements commerciaux (BIFT). Ce guichet doté de 75 millions de dollars US a été conçu pour mobiliser des capitaux privés aux côtés des subventions du GAFSP, afin de générer un effet d'entraînement sur les financements commerciaux, de dérisquer l'innovation et de créer les conditions d'une croissance agricole liée aux marchés.

Nous exprimons notre profonde gratitude à tous ceux qui ont contribué à la mission et aux résultats du GAFSP en 2025. Ce rapport annuel se veut une invitation à un engagement encore plus soutenu. La Vision 2030 ainsi que les études de cas présentées ici illustrent la manière dont nous pouvons bâtir de meilleurs moyens de subsistance.

Cette année marque également la fin de nos mandats respectifs en tant que présidents. Nous souhaitons la bienvenue

à la Dre Agnes Kalibata, fondatrice et présidente du *Connect for Impact Advisory Group* et ancienne ministre de l'Agriculture du Rwanda, qui reprend la présidence du Comité de direction du GAFSP. Nous lui présentons, ainsi qu'au GAFSP, nos vœux de pleine réussite pour l'année à venir.

James Catto

Président du Comité de direction du GAFSP

Radio Save

Président du Comité des donateurs du guichet du secteur privé

Note de la Nouvelle Présidente

C'est avec reconnaissance pour les fondations posées par James Catto et Radio Save, et pleinement consciente de la période charnière dans laquelle s'inscrit aujourd'hui le GAFSP, que je prends mes fonctions de présidente du Comité de direction.

La Vision 2030, approuvée cette année, ne doit pas être perçue comme une stratégie abstraite, mais bien comme une réponse face à un paysage de la sécurité alimentaire en constante mutation : contraction des budgets d'aide publique au développement, intensification des chocs climatiques, et fossé grandissant entre les besoins réels des petits exploitants et l'aide qui leur parvient effectivement.

Je rejoins le GAFSP après avoir passé une grande partie de ma carrière des deux côtés de ce fossé – en tant que ministre de l'Agriculture du Rwanda et, plus tôt encore, au sein d'une famille de petits exploitants agricoles. Je sais précisément ce que signifie pour un agriculteur le fait de voir un investissement se concrétiser dans son champ, et je connais les répercussions dramatiques lorsque ce n'est pas le cas.

Le modèle du GAFSP – qui consiste à mutualiser les ressources des donateurs, à les canaliser par l'intermédiaire de

partenaires et de plateformes déjà ancrés dans les pays, et à placer les organisations de producteurs au centre – constitue le socle même de notre impact auprès des agriculteurs et des entrepreneurs agroalimentaires.

L'approche éprouvée du GAFSP est tout aussi pertinente aujourd'hui — si ce n'est plus — qu'au moment de la création du programme il y a près de deux décennies. Conjugée à notre présence sur le terrain dans les pays à faible revenu et à nos instruments financiers et d'atténuation des risques qui ouvrent les marchés aux agriculteurs, cette démarche vient désormais appuyer l'initiative *AgriConnect* du Groupe de la Banque mondiale, dont l'objectif est de faire passer 300 millions d'agriculteurs d'une agriculture de subsistance à une agriculture excédentaire.

Mon ambition est de contribuer à affiner ce modèle pour répondre aux exigences des cinq prochaines années.

Je me réjouis à la perspective de collaborer avec les donateurs, les pays partenaires, les entités de supervision et les organisations de la société civile du GAFSP pour mener à bien cette mission.

Dre Agnes Kalibata

Présidente du Comité de direction du GAFSP

Lettre des organisations de la société civile

C'est avec un profond sentiment de responsabilité que nous vous adressons ce message en tant que nouveaux représentants des organisations de la société civile (OSC) au sein du Comité de direction du GAFSP. Historiquement, trois membres issus des OSC siègent à ce comité, une particularité qui distingue le GAFSP par la structure inclusive de sa gouvernance.

Nous avons eu l'honneur de prendre nos fonctions lors de la réunion du Comité de direction de décembre 2025. Il s'agit d'un moment charnière pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. L'équipe des OSC s'engage pleinement à œuvrer pour la restauration et la protection des écosystèmes en partenariat avec les communautés ; à lier les efforts de résilience à des marchés fonctionnels et à des plateformes de gestion des risques ; à rééquilibrer les financements afin que l'agriculture et la capacité de production soient au cœur de l'action humanitaire ; et à bâtir des institutions locales capables de gérer les ressources naturelles, de servir de médiateurs dans les conflits et de pérenniser les acquis.

La société civile insiste sur une gouvernance inclusive, fondée sur les droits, ainsi que sur la nécessité de financements directs et innovants. Nous considérons également les jeunes et

les femmes comme des acteurs clés – et non de simples bénéficiaires – d'un système alimentaire repensé : en tant qu'entrepreneurs, prestataires de services et co-créateurs des processus d'élaboration des politiques.

Les OSC jouent un rôle essentiel au sein du GAFSP et font partie intégrante de la création de systèmes agroalimentaires inclusifs, redevables et efficaces. Le Programme entretient un engagement de longue date avec la société civile, mettant en valeur les perspectives des OSC dans la gouvernance du GAFSP et garantissant que les agriculteurs soient associés à tous les niveaux de prise de décision.

Malgré des améliorations continues ces dernières années, la faim et l'insécurité alimentaire dans le monde restent bien au-dessus des cibles fixées par le Programme de développement durable à l'horizon 2030. On estime que 645 millions de personnes ont souffert de la faim en 2025. Cette réalité nous oblige à agir avec autant d'urgence que de détermination. C'est précisément dans ce contexte que l'action du GAFSP s'impose comme un vibrant témoignage de ce qu'un investissement coordonné et piloté par les pays dans le domaine agricole peut accomplir.

Le Plan stratégique 2030 est conçu pour approfondir cet impact et renforcer les partenariats. Le portefeuille total du GAFSP s'élève désormais à 2,5 milliards de dollars US en fonds de donateurs mobilisés depuis 2010, soutenant 323 projets dans les secteurs public et privé à travers 55 pays. Des agriculteurs aux récoltes plus abondantes, des familles bénéficiant de repas plus nutritifs et des communautés plus résilientes face aux chocs climatiques et économiques : voilà ce pour quoi nous nous battons.

Le modèle de gouvernance du GAFSP reflète une conviction partagée : les personnes les plus proches des défis doivent disposer d'une voix prépondérante pour façonner les solutions. Nous nous engageons à faire respecter ce principe dans le cadre de nos fonctions et à veiller à ce que les réalités du terrain guident chaque décision stratégique.

En tant que présidents des OSC pour l'année 2025, nous avons pris nos responsabilités lors du lancement de la Vision 2030 du GAFSP, en accordant la priorité aux investissements transformateurs et agroécologiques dans les systèmes agroalimentaires, au renforcement des organisations de producteurs et à une plus grande intégration de la nutrition, de l'adaptation climatique et de l'équité de genre à l'échelle du portefeuille. Nous soutenons fermement ces priorités et nous les défendrons au sein du Comité de direction afin de veiller à ce qu'elles se traduisent par des résultats tangibles pour les communautés que nous représentons.

Nous sommes également encouragés par le 8e appel à propositions du GAFSP en faveur des initiatives menées par les organisations de producteurs. Investir dans les organisations de producteurs, c'est investir dans l'autonomie et la capacité à long terme des communautés agricoles. Renforcer leurs compétences en gestion commerciale, les connecter aux chaînes de valeur locales et régionales et améliorer leur accès aux marchés de produits alimentaires nutritifs constituent précisément le type de changements durables amorcés à la base.

Aux donateurs, entités de supervision et pays partenaires du GAFSP : merci pour votre engagement continu envers ce programme. L'effort collectif documenté dans ces pages est le fruit d'années de collaboration soutenue, et nous nous réjouissons à l'idée de bâtir l'avenir ensemble sur ces fondations.

Aux petits exploitants agricoles, aux femmes productrices et aux communautés rurales dont les histoires nourrissent ces pages : votre résilience et votre détermination sont le socle de tout ce que fait le GAFSP.

Dre Mathabo Tsepa

représentante des OSC, région Afrique Confédération des unions agricoles d'Afrique australe (SACAU)

Clayton Simamao

représentant des OSC, région Asie Samoa Farmers Association

Pauline Verrière

représentante des OSC, pays de l'OCDE, Action contre la faim (ACF) Comité de direction du GAFSP, 2025

LE DÉFI



Crédits : Action Aid International

LE DÉFI

Dans de nombreuses régions du monde, les progrès vers l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition – l'ambition centrale de l'Objectif de développement durable 2 – n'ont pas seulement marqué le pas, ils ont régressé.

En 2025, jusqu'à 645 millions de personnes ont souffert de la faim à l'échelle mondiale. Un chiffre qui témoigne non seulement de l'ampleur de la crise, mais aussi de la nature cumulative de ses causes. Les conflits, les phénomènes climatiques extrêmes et les chocs économiques s'intensifient mutuellement, entraînant des déplacements de populations, perturbant la production agricole et plongeant les communautés les plus vulnérables encore plus profondément dans l'insécurité alimentaire.

Aujourd'hui, les trois quarts des personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë vivent dans des contextes fragiles, touchés par des conflits ou la violence. Par ailleurs, pour la première fois de l'histoire du Rapport mondial sur les crises alimentaires, deux situations de famine (dans certaines parties de la bande de Gaza et du Soudan) ont été confirmées au cours de la même année.





Crédits : Civil Society Partnership for GAFSP

L'urgence climatique redessine l'agriculture d'une manière qui se fait déjà ressentir dans chaque pays où le GAFSP intervient. Des précipitations irrégulières, des sécheresses prolongées, ainsi que des inondations plus fréquentes et plus graves constituent la réalité quotidienne des petits exploitants agricoles, dont les moyens de subsistance dépendent de la régularité des saisons et de la stabilité des récoltes. Les femmes et les jeunes, qui représentent ensemble la majorité de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et du Sud-Est, supportent une grande partie de ce fardeau.

Parallèlement, l'architecture financière qui soutient la sécurité alimentaire mondiale est soumise à une pression

exceptionnelle. L'aide publique au développement a fortement chuté en termes réels, les budgets d'aide des principaux pays donateurs subissant des pressions sans précédent. Ce phénomène intervient précisément au moment où l'investissement dans des systèmes agroalimentaires résilients et inclusifs est le plus nécessaire. Les petits exploitants agricoles – qui produisent environ un tiers de la nourriture mondiale sur une fraction seulement des terres agricoles – reçoivent moins de 1 % des financements climatiques mondiaux et restent chroniquement mal desservis par les marchés du crédit commercial.

Ces défis ne sont pas insurmontables. Toutefois, pour les relever, il est indispensable de déployer des

investissements coordonnés et ciblés qui parviennent jusqu'aux agriculteurs, aux coopératives et aux entreprises agroalimentaires qui forment l'épine dorsale des systèmes alimentaires dans les pays à faible revenu. Cela requiert des instruments financiers capables d'attirer et de dérisquer les capitaux privés. Et cela exige une plateforme dotée de la gouvernance, des relations et de la présence sur le terrain nécessaires pour agir concrètement.



LA MISSION DU GAFSP



LA MISSION DU GAFSP

Se consacrer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays les plus pauvres du monde

La mission du GAFSP est de soutenir les petits exploitants agricoles, les entreprises agroalimentaires et les pays afin de faire face à des chocs cumulatifs et transversaux, en investissant dans une agriculture et des systèmes alimentaires résilients et durables qui bénéficient aux agriculteurs vulnérables, à leurs familles et à leurs communautés, tout en renforçant leur autonomie.

Crédits : Action Aid International



Une plateforme à la hauteur des enjeux actuels

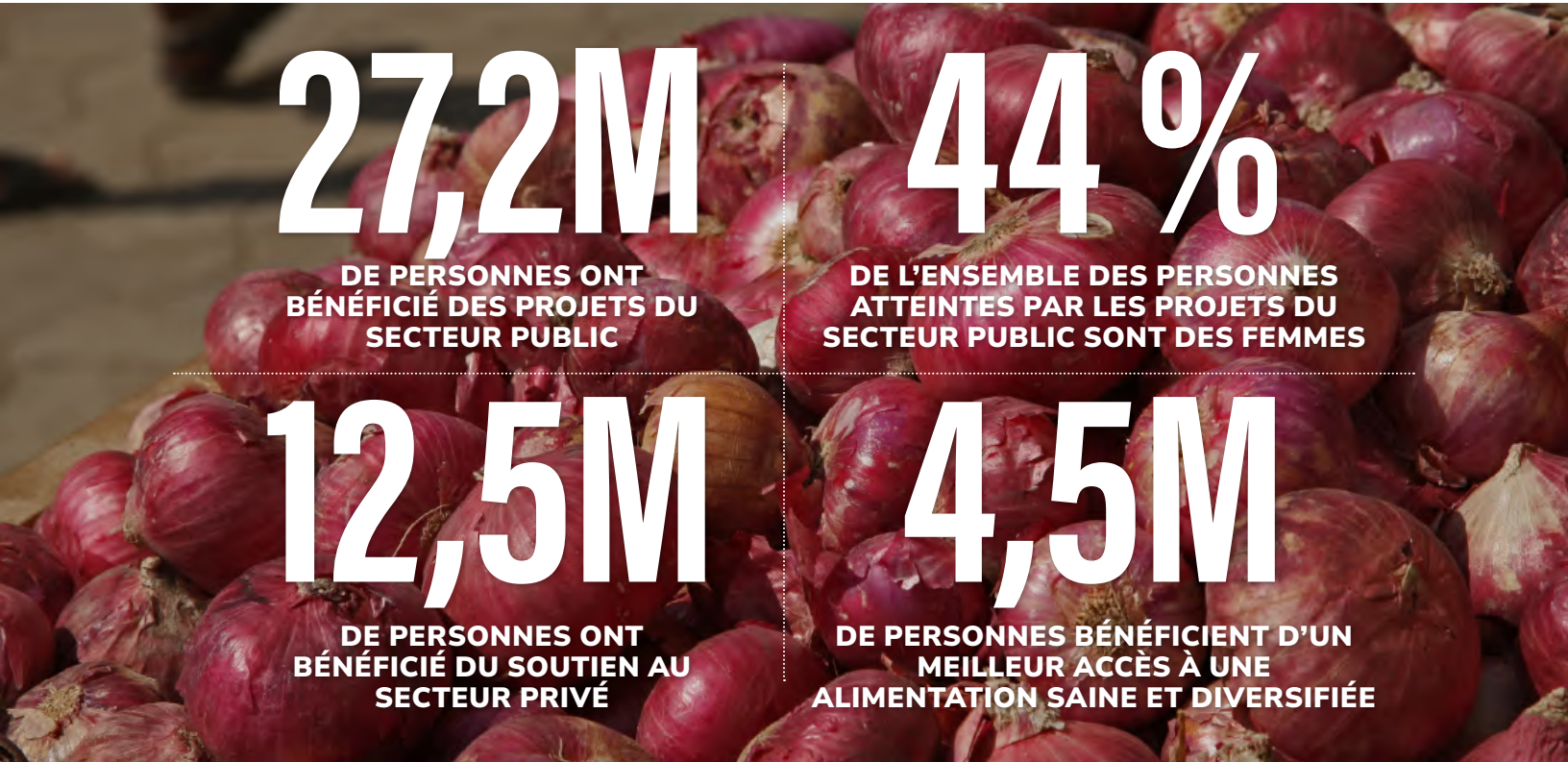
Ce qui distingue le GAFSP n'est pas simplement ce qu'il finance, mais la manière dont il le finance. Le GAFSP mutualise les ressources des donateurs afin de réduire la fragmentation et les doublons. Il alloue ses financements selon un modèle axé sur la demande, dans lequel les gouvernements partenaires, les organisations de producteurs et les entreprises agroalimentaires dirigent la conception et la mise en œuvre des investissements. Cette approche maintient la prise de décision au plus près des communautés servies et garantit que les solutions sont ancrées dans les réalités locales.

La panoplie d'outils financiers du GAFSP est tout aussi singulière. Les subventions et l'assistance technique côtoient les prêts concessionnels, la finance mixte et les services de conseil, ce qui permet au GAFSP d'adapter son soutien aux besoins spécifiques et aux profils de risque des

différents contextes. Dans certains cas, une subvention initiale est le déclencheur du changement ; dans d'autres, c'est un mécanisme de partage des risques qui permet d'attirer une banque commerciale pour la toute première fois.

Se consacrer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays les plus pauvres du monde

Le GAFSP opère exclusivement dans les pays à faible revenu – là où les besoins sont les plus criants et où la finance publique internationale peut avoir l'impact le plus transformateur. Son portefeuille s'étend à l'Afrique subsaharienne, à l'Asie du Sud, à l'Asie de l'Est et au Pacifique, à l'Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi qu'à l'Asie centrale, atteignant des communautés trop souvent délaissées par les circuits traditionnels du financement du développement.



27,2M

DE PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DES PROJETS DU
SECTEUR PUBLIC

44 %

DE L'ENSEMBLE DES PERSONNES
ATTEINTES PAR LES PROJETS DU
SECTEUR PUBLIC SONT DES FEMMES

12,5M

DE PERSONNES ONT
BÉNÉFICIÉ DU SOUTIEN AU
SECTEUR PRIVÉ

4,5M

DE PERSONNES BÉNÉFICIENT D'UN
MEILLEUR ACCÈS À UNE
ALIMENTATION SAINE ET DIVERSIFIÉE

LE MODE D'ACTION DU GAFSP



LE MODE D'ACTION DU GAFSP

Les projets financés par le GAFSP sont conçus et pilotés par les agriculteurs, les gouvernements et le secteur privé, et sont mis en œuvre en partenariat avec des agences multilatérales de développement.

Le GAFSP opère à travers trois guichets de financement distincts mais complémentaires, chacun répondant à un segment différent de la chaîne de valeur agricole et à un groupe d'acteurs spécifique.

SUBVENTIONS AUX PAYS

Le GAFSP accorde des subventions aux pays à faible revenu pour soutenir les plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, élaborés par les gouvernements en concertation avec les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires, les experts techniques et les organisations de la société civile.

SUBVENTIONS AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

Le GAFSP soutient directement les petits exploitants agricoles par le biais de subventions à petite échelle pour des projets conçus et menés par des organisations d'agriculteurs et de producteurs, en collaboration avec l'agence partenaire multilatérale de leur choix.

FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET MÉCANISME DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS COMMERCIAUX

Le guichet du secteur privé et le mécanisme de financement des investissements commerciaux

Entités de supervision



du GAFSP s'appuient sur des solutions de finance mixte et des financements concessionnels pour mobiliser des investissements du secteur privé, visant à améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles vivant dans les pays les plus pauvres du monde.

Comment le GAFSP collabore avec les organisations de la société civile (OSC)

La société civile fait partie intégrante de la gouvernance du GAFSP. Les OSC occupent trois sièges au sein du Comité de direction du GAFSP – représentant l'Afrique, l'Asie et les pays de l'OCDE –, ce qui leur donne une voix directe dans les décisions relatives au financement et à l'orientation des projets, aux côtés des donateurs et des entités de supervision.

Ce partenariat s'étend jusqu'à la phase de mise en œuvre. En 2025, le GAFSP a chargé un consortium d'organisations de la société civile – le Partenariat de la société civile pour le GAFSP, dirigé par ActionAid International aux côtés de l'ESAFF, d'AsiaDHRRA et du COSADH – de mener des évaluations participatives sur une sélection de ses projets en cours financés par des subventions dans sept pays. Ces évaluations ont pour but de dégager des enseignements et des recommandations fondés sur des données probantes, renforçant ainsi la redevabilité et garantissant que les perspectives des petits exploitants guident le GAFSP dans le déploiement de ses investissements et la mise en œuvre de son plan stratégique « Vision 2030 ».

Crédits : CSO Consortium for GAFSP



Vision 2030



Crédits : Action Aid International

VISION 2030

Un plan stratégique pour une ère nouvelle

En décembre 2025, le Comité de direction du GAFSP a formellement approuvé le Plan stratégique 2030, marquant un jalon stratégique majeur dans l'histoire de quinze ans du Programme. Cet aboutissement vient clore un processus d'un an de consultations, d'évaluations et de réflexions, nourri par les perspectives des gouvernements partenaires, des organisations de producteurs, de la société civile, des agences multilatérales de développement et du secteur privé.

Ce plan intervient à un point d'inflexion critique : la situation de la sécurité alimentaire mondiale s'est détériorée, les budgets d'aide au développement subissent de graves pressions et le secteur privé reste globalement réticent à investir dans les systèmes agricoles des pays les plus pauvres du monde, freiné par les risques perçus et par l'absence d'instruments financiers adéquats pour sécuriser son entrée sur le marché.

Dans ce contexte, le Plan stratégique 2030 du GAFSP s'avance avec une approche affinée, une théorie du changement plus claire et un engagement renouvelé envers les agriculteurs et les communautés que le GAFSP a été créé pour servir.

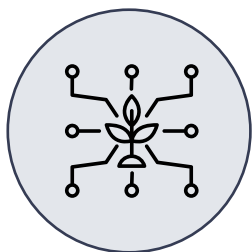
Crédits : CSO Consortium for GAFSP



Trois priorités stratégiques

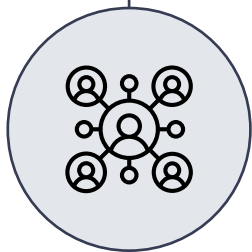
Le Plan stratégique 2030 s'articule autour de trois priorités interconnectées, chacune reflétant un rôle que le GAFSP est particulièrement bien placé pour jouer au sein de l'architecture internationale du développement :

Inciter



Le GAFSP canaliser ses ressources vers des solutions innovantes et intégrées pour la transformation des systèmes agroalimentaires. Cela englobe des solutions qui génèrent des co-bénéfices dans les domaines du climat, de la nutrition, de l'égalité des genres et de l'inclusion économique. Plutôt que de financer des interventions cloisonnées, le GAFSP priorisera les investissements qui répondent simultanément à de multiples défis, démontrant ainsi ce qu'il est possible d'accomplir lorsque des approches transversales sont appliquées à grande échelle.

Connecter



Le GAFSP renforcera son rôle de connecteur en réunissant les gouvernements, les organisations de producteurs, les banques de développement et le secteur privé au sein d'un véritable partenariat. Cela implique de nouer des relations entre des acteurs qui n'ont jamais collaboré auparavant, ainsi que de renforcer les capacités institutionnelles qui permettent aux petits exploitants agricoles de s'engager efficacement, et selon leurs propres conditions, avec les marchés, les systèmes financiers et les décideurs politiques.

Dérisquer



Le GAFSP intensifiera son recours à la finance mixte afin de mobiliser à grande échelle les investissements publics et privés. En déployant de manière stratégique des subventions et des capitaux concessionnels – que ce soit sous forme de couverture des premières pertes, d'incitations basées sur les résultats ou de soutien au renforcement des capacités –, le GAFSP peut réduire le profil de risque des investissements agricoles de manière suffisamment significative pour attirer des financements qui, autrement, ne se concrétiseraient pas. À une époque où les financements du développement se font rares, la capacité du GAFSP à catalyser des investissements additionnels constitue l'une de ses fonctions les plus précieuses.

De la Vision 2030 à l'action : les premiers pas en 2025

L'approbation du Plan stratégique 2030 a marqué l'aboutissement du processus « Vision 2030 » – mais elle a aussi constitué un point de départ. En 2025, le GAFSP a pris des mesures concrètes pour traduire ses ambitions stratégiques en réalités opérationnelles.

Le Mécanisme de financement des investissements commerciaux

Le Mécanisme de financement des investissements commerciaux (BIFT) représente l'innovation financière la plus marquante du GAFSP ces dernières années. Lancé sous la forme d'un projet pilote, le BIFT est conçu pour catalyser les financements privés et climatiques en faveur des petits exploitants agricoles, des organisations de producteurs, des start-up agroalimentaires en phase de démarrage, ainsi que des micro, petites et moyennes entreprises du secteur. Pour ce faire, il s'appuie sur une approche de plateforme en mutualisant les capitaux de multiples acteurs et en mobilisant stratégiquement les subventions du GAFSP. L'objectif est de créer les conditions financières et institutionnelles nécessaires à l'ancrage de la collaboration public-privé. En 2025, les premières propositions du BIFT ont été examinées, et une enveloppe initiale de 14 millions de dollars a été attribuée au Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) à la fin de l'année.

Crédits : CSO Consortium for GAFSP





Crédits : World Food Programme

Le 8e appel à propositions pour des projets menés par les organisations de producteurs

Les organisations de producteurs ne sont pas de simples bénéficiaires des fonds du GAFSP ; elles sont de véritables partenaires dans la conception et l'obtention des résultats de développement. Le 8e appel à propositions, lancé en mai 2025 avec un budget de 38 millions de dollars, témoigne de la place de plus en plus centrale qu'occupent ces organisations au sein de la stratégie du GAFSP. Cet appel s'appuie sur les évaluations, les analyses thématiques et les partages de connaissances issus des cycles précédents. Il met un accent plus net sur le renforcement des liens avec le secteur privé, l'amélioration des capacités de gestion commerciale et la prise en compte intégrée des défis interconnectés que sont la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience climatique et l'autonomisation des femmes.

Le financement en monnaie locale

Le coût et la disponibilité des financements libellés en monnaie locale constituent un obstacle permanent pour les petits

exploitants agricoles dans de nombreux pays d'intervention du GAFSP. Le projet pilote de financement en monnaie locale du GAFSP, financé par le Royaume-Uni, a été précisément conçu pour y remédier. En ayant recours à des mécanismes de réduction du taux de swap et à d'autres instruments financiers, ce pilote vise à abaisser le coût des prêts en monnaie locale pour les petits exploitants, aidant ainsi les institutions financières à gérer le risque de change et à proposer des conditions plus avantageuses aux emprunteurs finaux.

Perspectives

Le Plan stratégique 2030 constitue un cadre vivant qui sera affiné et adapté au fur et à mesure des enseignements tirés de sa mise en œuvre, de l'évolution du contexte mondial et de l'émergence de nouvelles données probantes sur les solutions efficaces. Il offre une trajectoire claire vers un GAFSP plus catalytique, mieux connecté et plus apte à mobiliser les investissements dont les petits exploitants et les systèmes alimentaires des pays à faible revenu ont urgemment besoin.

Portefeuille de Programmes

Crédits : CSO Consortium for GAFSP

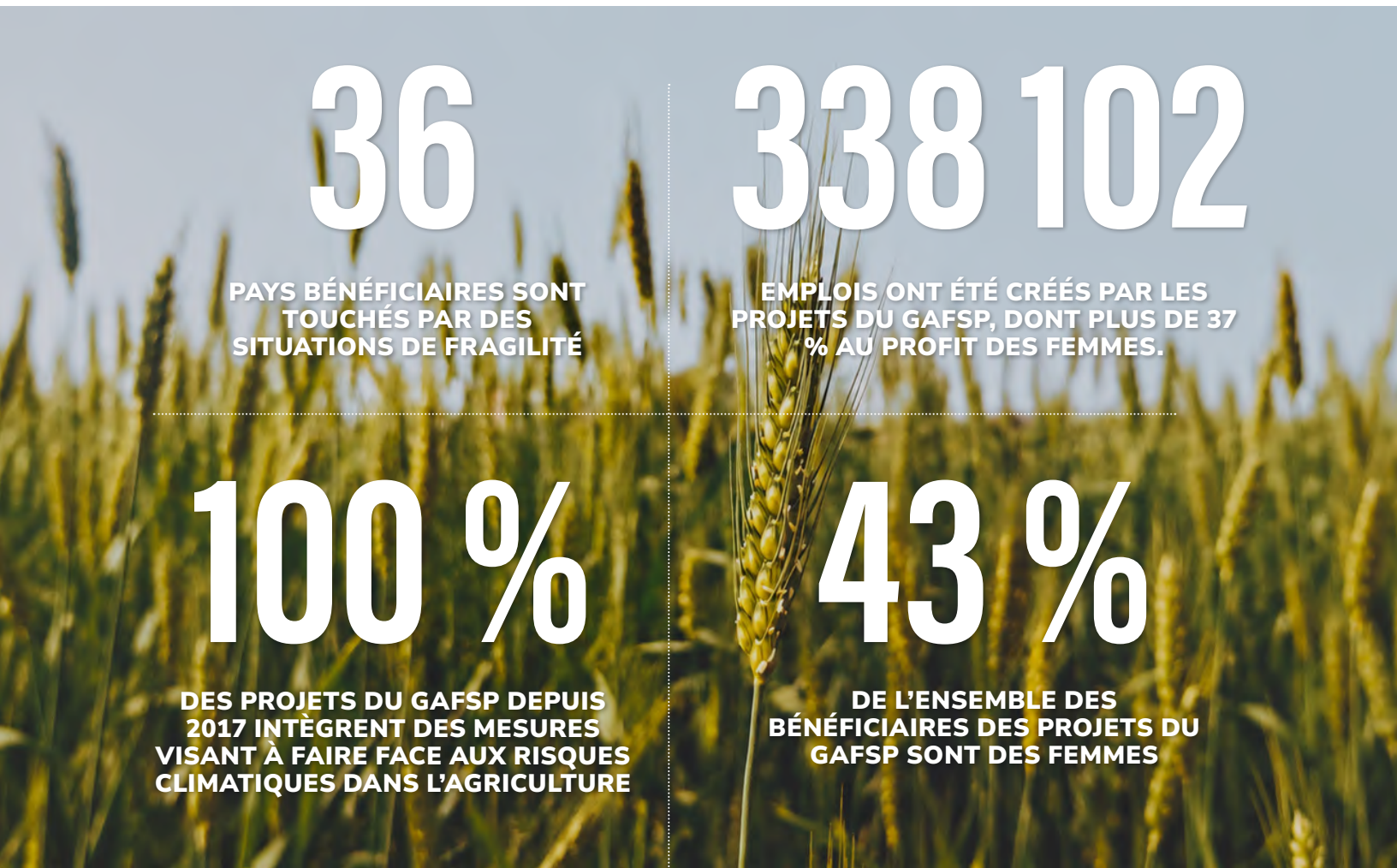
PORTFEUILLE DE PROGRAMMES

Un portefeuille en pleine croissance dans un monde en mutation

Le GAFSP finance 327 projets dans les secteurs public et privé à travers 55 pays à faible revenu.

Le portefeuille du GAFSP a continué de s'étendre en termes de portée, d'échelle et d'ambition. Au 31 décembre 2025, ce portefeuille de 2,5 milliards de dollars comprenait plus de 327 projets dans les secteurs public et privé répartis dans 55 pays à faible revenu. Ce montant cumulé se décompose en 1,9 milliard de dollars de subventions pour les interventions du secteur public, 576,2 millions de dollars pour les interventions du secteur privé, et 72,5 millions de dollars US (hors projets annulés) pour les projets menés par les organisations de producteurs. Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans ce rapport représentent des totaux cumulés.

Crédits : Tejas Bansod

The infographic is set against a background of a golden wheat field under a clear sky. It is divided into four quadrants by a white dotted line. Each quadrant features a large white number and a corresponding text description of GAFSP's impact.

36

**PAYS BÉNÉFICIAIRES SONT
TOUCHÉS PAR DES
SITUATIONS DE FRAGILITÉ**

338 102

**EMPLOIS ONT ÉTÉ CRÉÉS PAR LES
PROJETS DU GAFSP, DONT PLUS DE 37
% AU PROFIT DES FEMMES.**

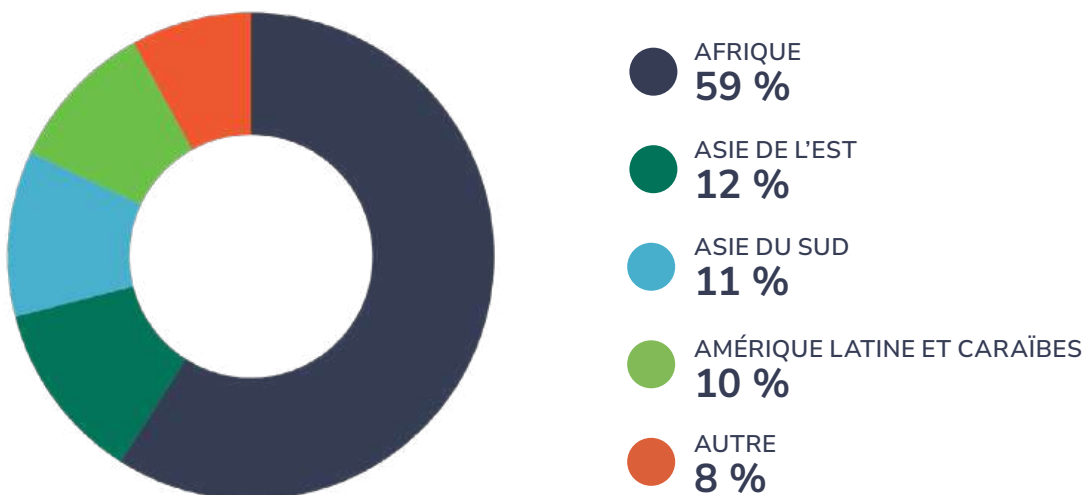
100 %

**DES PROJETS DU GAFSP DEPUIS
2017 INTÈGRENT DES MESURES
VISANT À FAIRE FACE AUX RISQUES
CLIMATIQUES DANS L'AGRICULTURE**

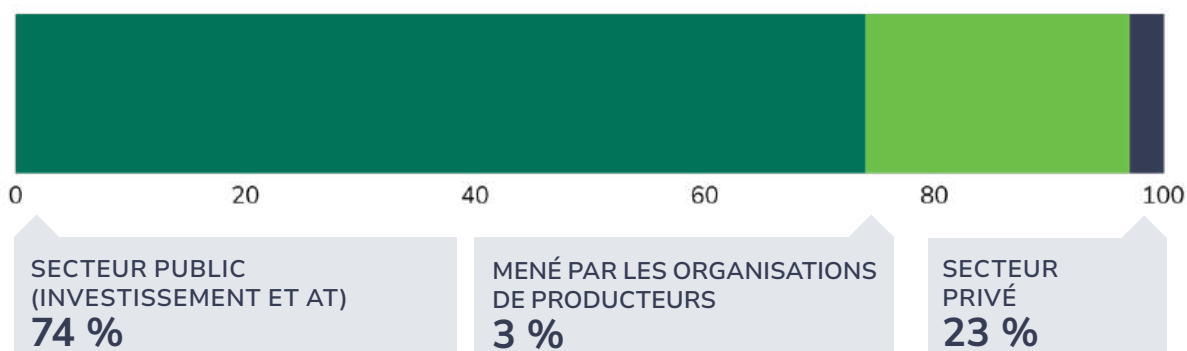
43 %

**DE L'ENSEMBLE DES
BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS DU
GAFSP SONT DES FEMMES**

Répartition du portefeuille par région

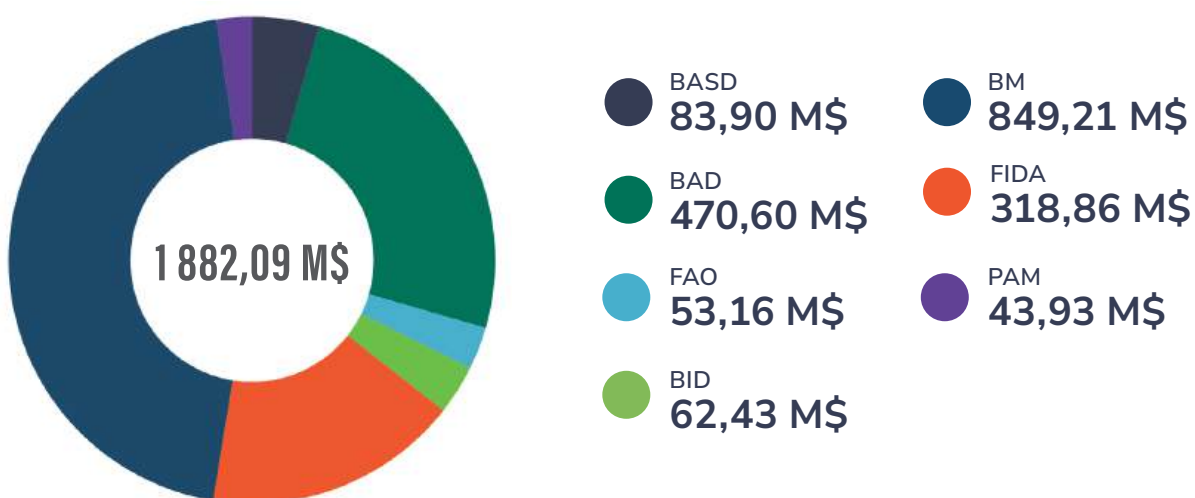


Répartition du portefeuille par type



Répartition du portefeuille par entité de supervision

(en millions de dollars US)

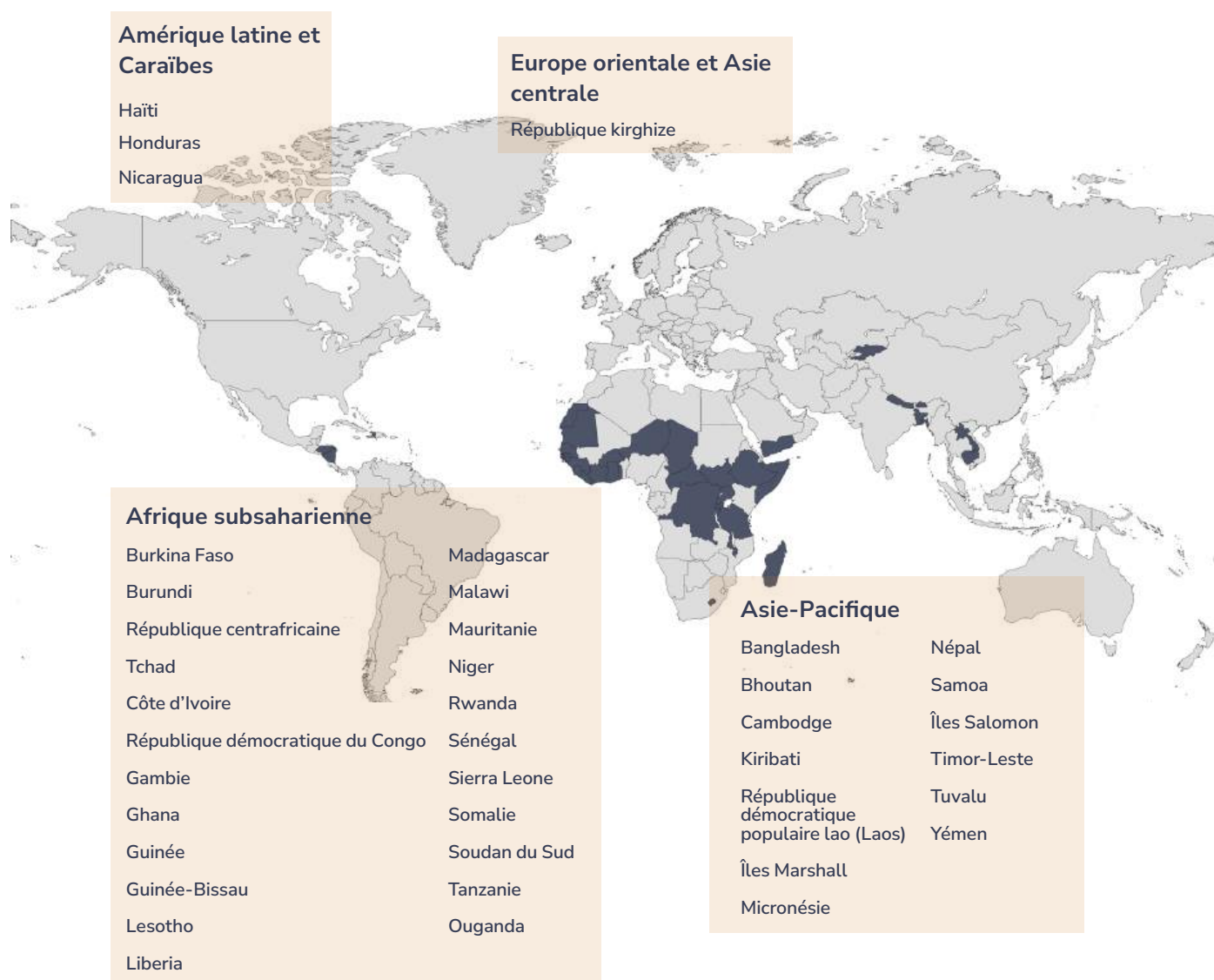


SUBVENTIONS AUX PAYS

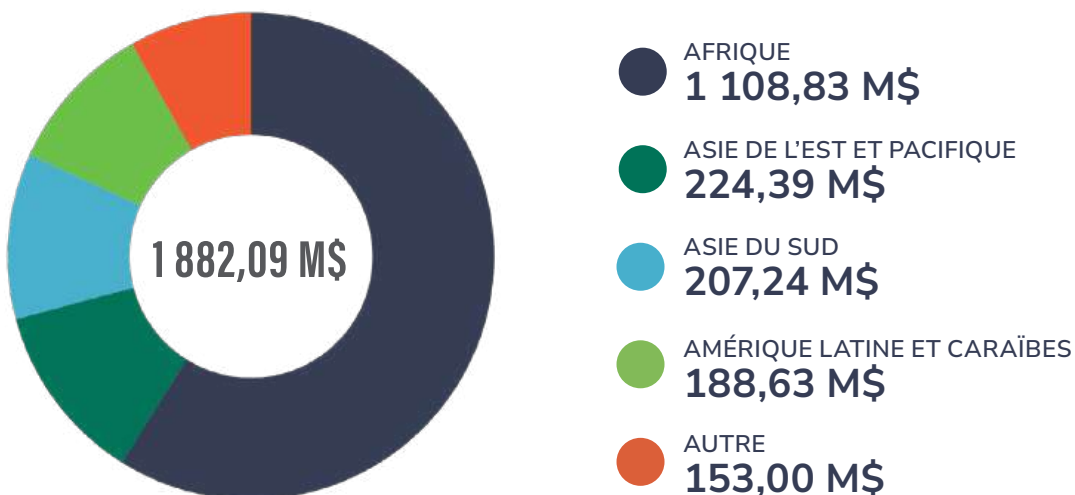
Le GAFSP accorde des subventions aux gouvernements des pays à faible revenu pour soutenir les plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, élaborés selon un processus participatif associant les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires, les experts techniques

et la société civile. Au 31 décembre 2025, le portefeuille du secteur public avait financé plus de 1,9 milliard de dollars de subventions, dont 1,39 milliard de dollars décaissés en faveur de 124 projets (y compris les projets annulés) répartis dans 49 pays.

Financements du secteur public par région

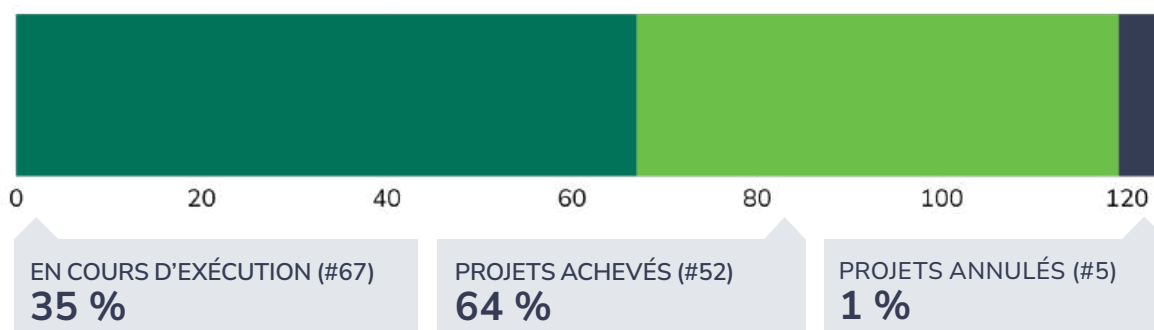


Financements du secteur public par région



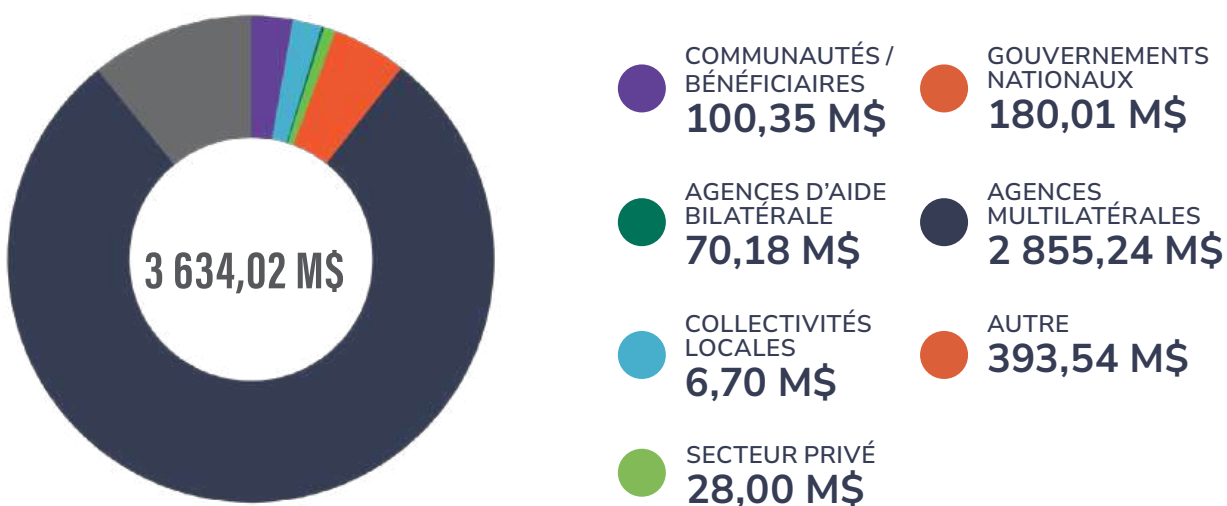
Statut des projets (en nombre de projets)

Au 31 décembre 2024



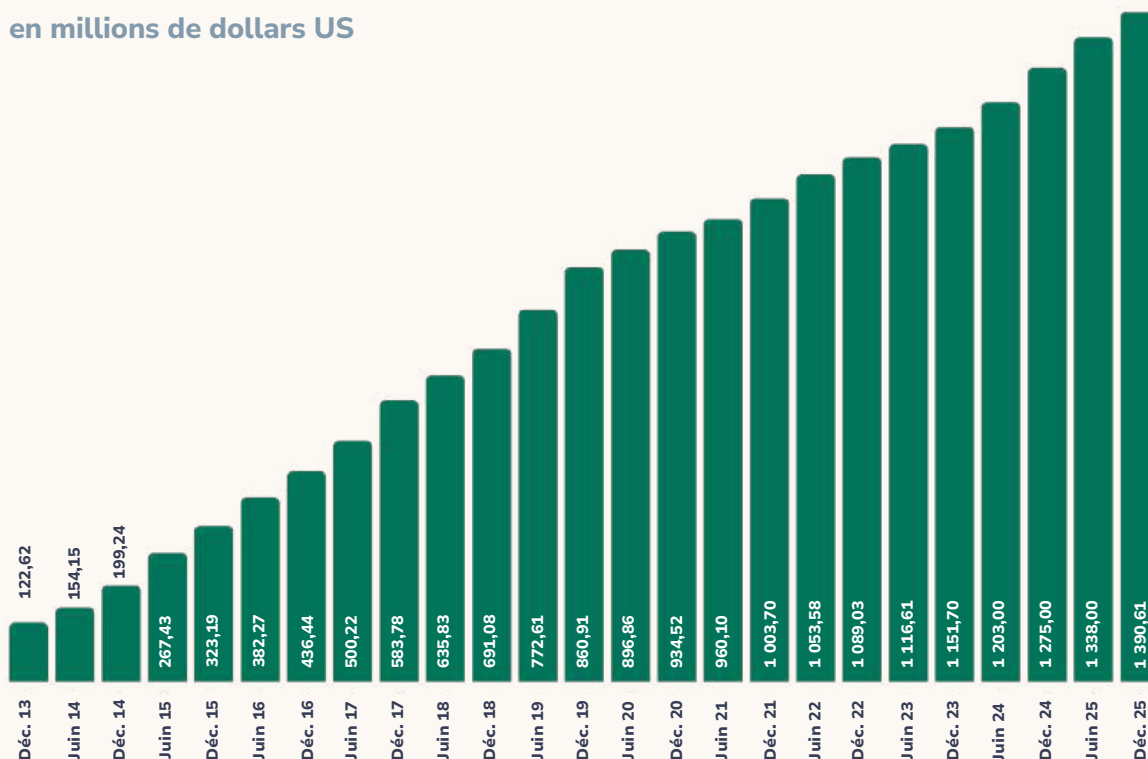
Cofinancement

en millions de dollars US



Fonds décaissés

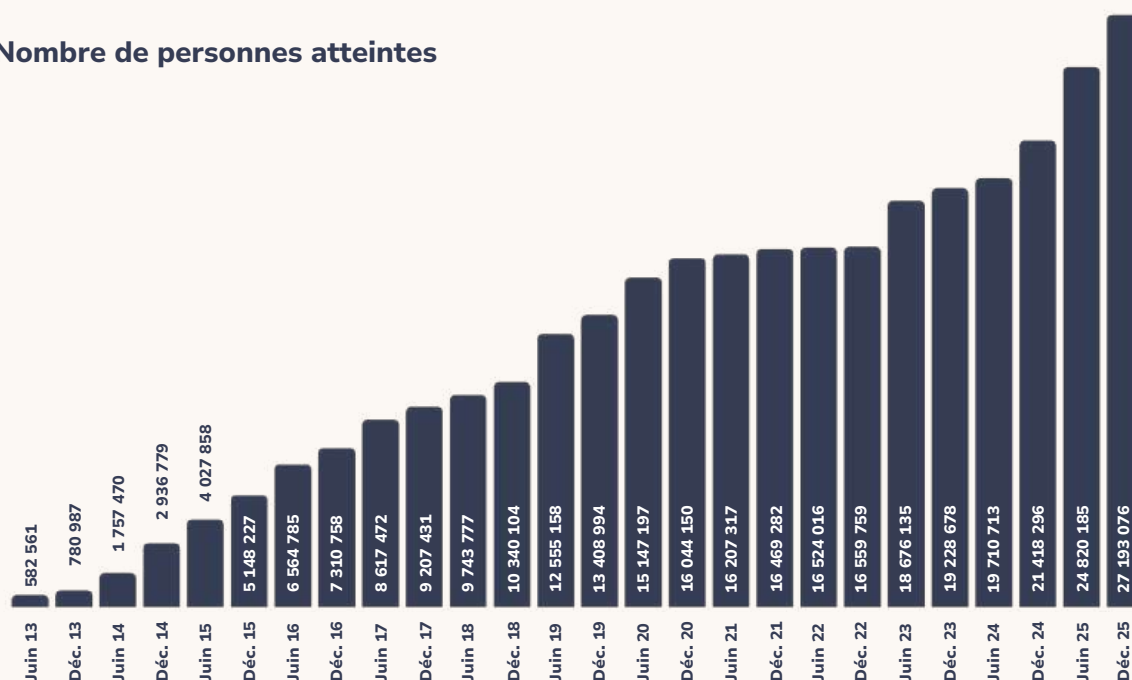
en millions de dollars US



Résultats du secteur public

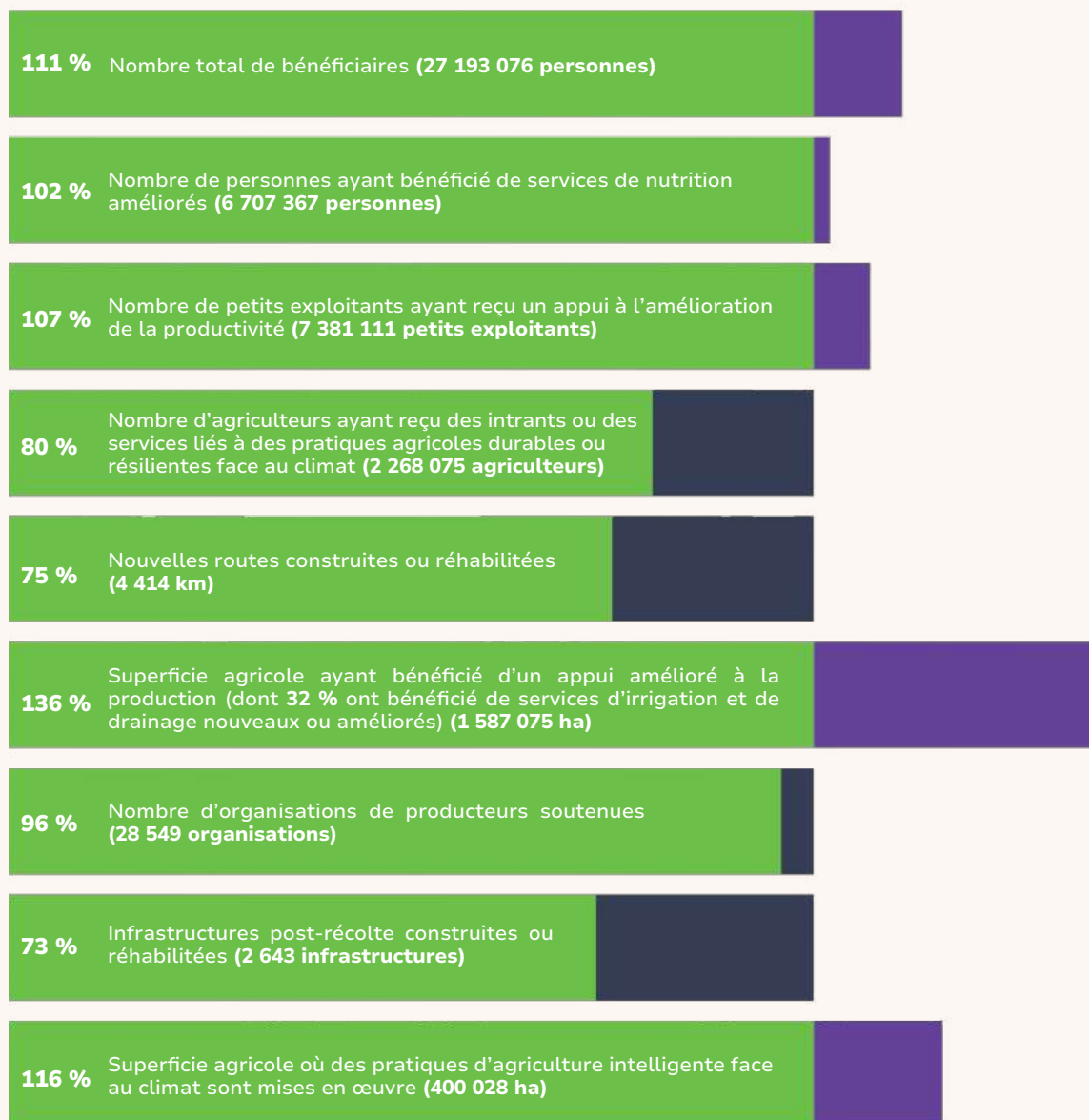
en millions de dollars US

Nombre de personnes atteintes



Principaux résultats

Taux de réalisation des objectifs par indicateur (%)



SUBVENTIONS AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

Lorsque les petits exploitants agricoles se regroupent en organisations de producteurs, les bénéfices se multiplient. Les organisations de producteurs permettent aux petits exploitants de négocier de meilleurs prix ; de partager leurs connaissances et de réduire leurs coûts ; d'accéder au crédit, aux intrants et à des marchés qui resteraient hors de portée pour des agriculteurs isolés ; et de jeter les bases institutionnelles indispensables à un développement durable sur le long terme.

Depuis le lancement du guichet mené par les organisations de producteurs en 2019, le GAFSP a alloué 80,4 millions de dollars (y compris les projets annulés) directement à 30 projets pilotés par ces organisations. À ce jour, 36,5 millions de dollars ont été décaissés, permettant de soutenir 989 organisations de producteurs et 225 462 petits exploitants bénéficiaires, dont 45 % de femmes.

En 2025, le GAFSP a lancé son 8e appel à propositions en faveur des initiatives menées par les organisations de producteurs, doté d'un budget de 38,8 millions de dollars. Ce cycle met un accent plus marqué que les précédents sur les liens avec le secteur privé, sur les approches intégrées de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la résilience climatique, ainsi que sur le renforcement de la gouvernance organisationnelle et des capacités de gestion commerciale.

30

**SUBVENTIONS OCTROYÉES DIRECTEMENT À
DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS PAR LE
BIAIS DU GUICHET DÉDIÉ (MENÉ PAR LES OP)**

989

**ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS
ONT BÉNÉFICIÉ DES FINANCEMENTS
DU GAFSP**

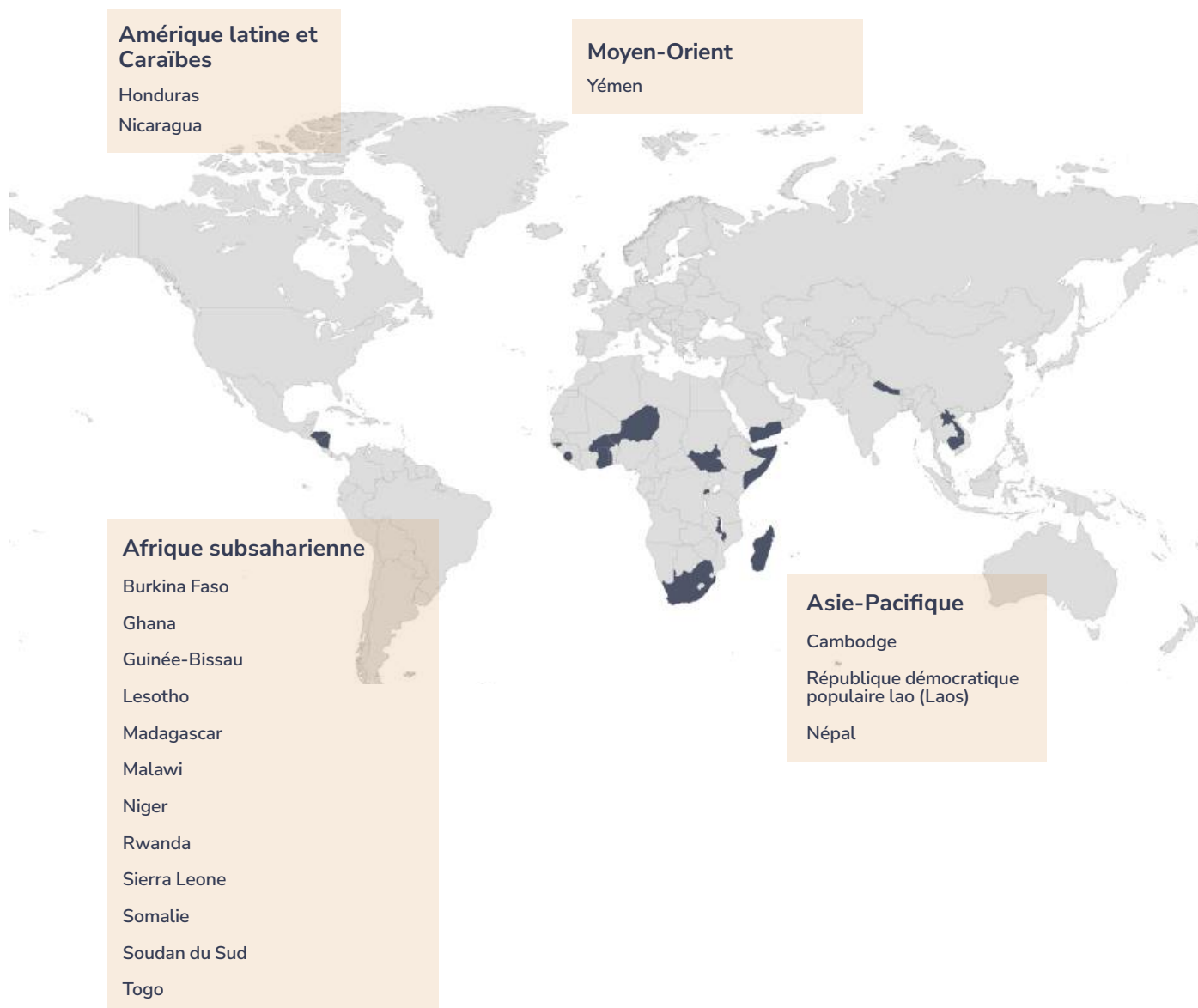
225 462

**PETITS EXPLOITANTS BÉNÉFICIAIRES
(DONT 45 % DE FEMMES)**

36,5M

**MILLIONS DE DOLLARS
DÉCAISSÉS**

Projets menés par les organisations de producteurs (2025)





Crédits : CSO Consortium for GAFSP

FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

L'agriculture dans les pays les plus pauvres du monde ne manque pas de potentiel d'investissement. Elle manque d'investisseurs prêts à absorber les risques inhérents aux interventions dans des environnements fragiles, des marchés étroits et des chaînes d'approvisionnement en matières premières où les petits exploitants se situent à une extrémité et les acheteurs mondiaux à l'autre. C'est précisément pour combler ce fossé que le guichet du secteur privé du GAFSP a été créé.

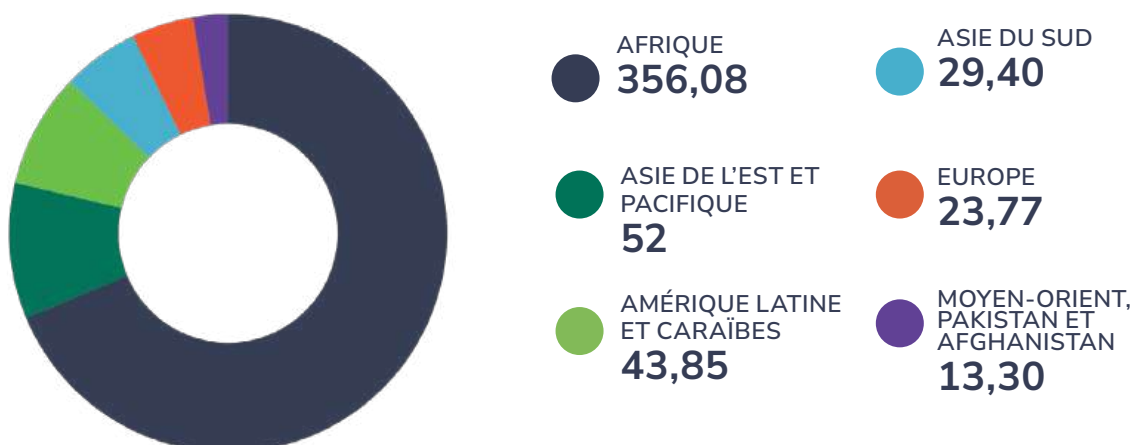
En combinant des capitaux concessionnels à des structures de finance mixte – prêts, participations au capital, mécanismes de partage des risques et garanties –, le guichet du secteur privé rend viables des investissements auxquels les prêteurs commerciaux ne prêteraient pas attention autrement. Il est spécialisé dans les projets agroalimentaires à fort potentiel d'impact sur le développement tout au long de la chaîne d'approvisionnement : intrants, logistique, stockage, transformation et services financiers.

Depuis son lancement en 2013, le guichet du secteur privé du GAFSP a approuvé 518,4 millions de dollars US pour soutenir 95 projets d'investissement agroalimentaire dans 29 pays, ainsi que 57,8 millions de dollars pour 113 projets de services de conseil dans 36 pays. À ce jour, les projets du guichet du secteur privé du GAFSP mobilisent, en moyenne, 2 fois le montant des financements de la Société financière internationale (SFI) et 6,3 fois le financement total des projets. Le programme a ainsi touché plus de 2,5 millions d'agriculteurs à travers le monde.

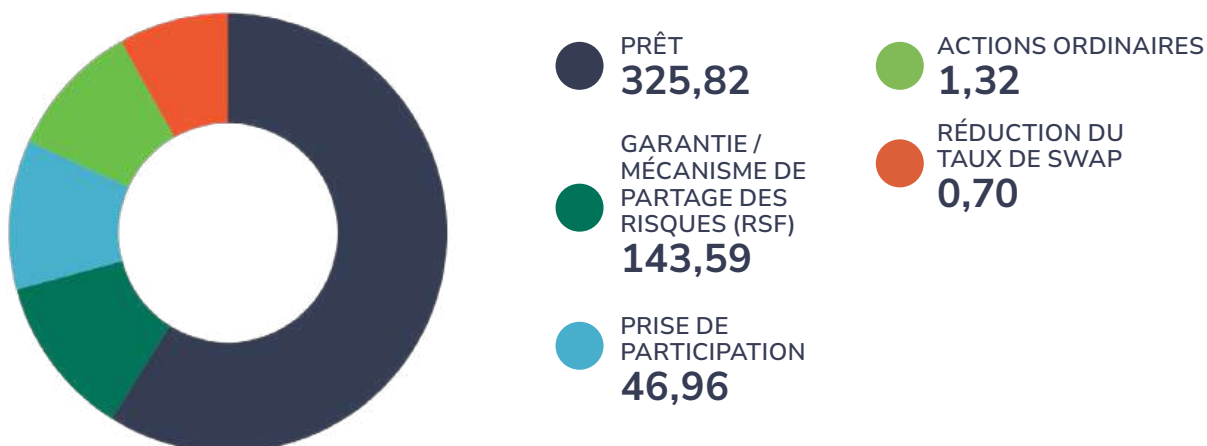
Projets actifs et pays bénéficiaires des services d'investissement

Nom du projet	Pays / Région
Probiotech	Népal
BICEC Agri RSF	Cameroun
KTDA Small Hydro	Kenya
Luna Ranch	Éthiopie
AIFL Rwan HOLDCO	Rwanda
AIFL Rwan OPCO	Rwanda
FCS RE CEDIAM	Mali
BOVIMA	Madagascar
Global Tea	Malawi
GWFP NMB TNZ	Tanzanie
AIFH Rights	Rwanda
Souff. Éthiopie	Éthiopie
Twiga Foods	Kenya
FCS RE MALI SHI	Mali
Mahyco	Région Afrique
KRK agri 2	Kosovo
KEP Agri 2	Kosovo
AIFH Rights II	Rwanda
FCS RE Kings Bev	Sierra Leone
CIDT Expansion	Côte d'Ivoire
Meghna Rice	Bangladesh
Johnvents Cocoa	Nigéria
Sucden Cdl	Côte d'Ivoire
Pearl Dairy IV	Région Afrique de l'Est
AFK AGRI MSE 2	Kosovo
KEP AGRI MSE 2	Kosovo
KRK AGRI MSE 2	Kosovo
HBL MFB RSF GAF	Pakistan
RSF BOA SEN agCe	Sénégal
Pula Series B	Région Afrique
COUVOIR AMAR	Sénégal
NAF Poultry	Sri Lanka
PAMECAS INVEST	Sénégal
GTST GH Cocoa II	Ghana

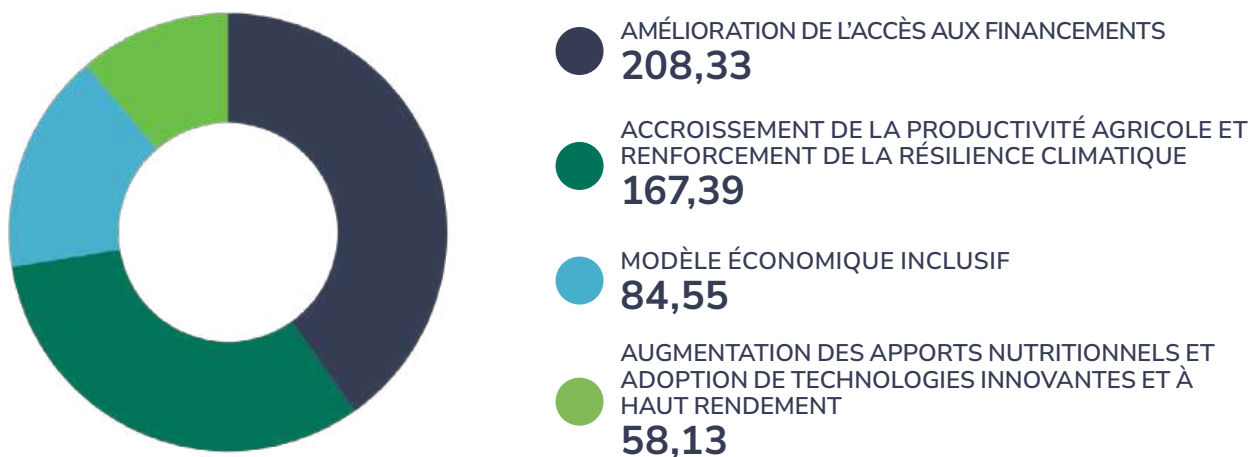
Répartition régionale du montant des investissements



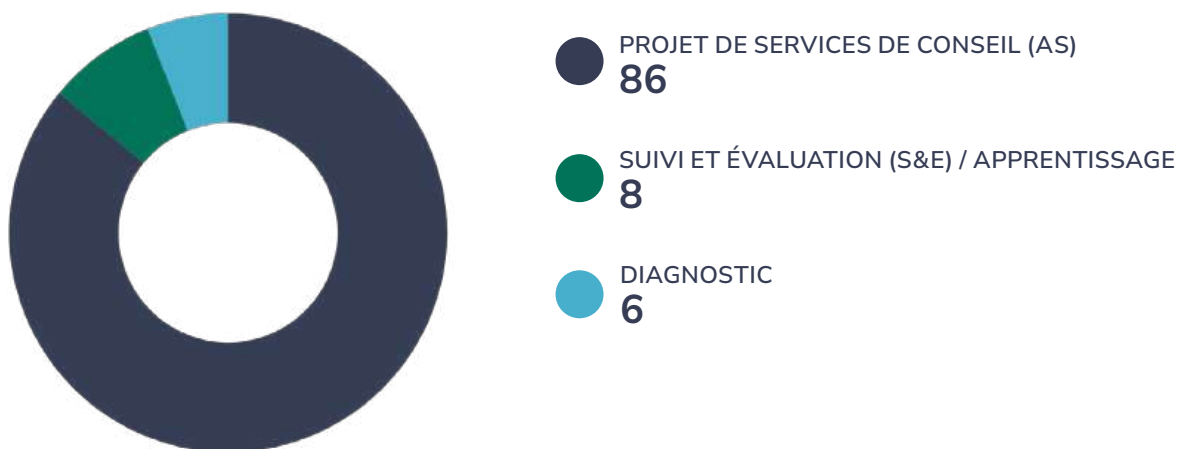
Portefeuille de projets d'investissement par type de produit



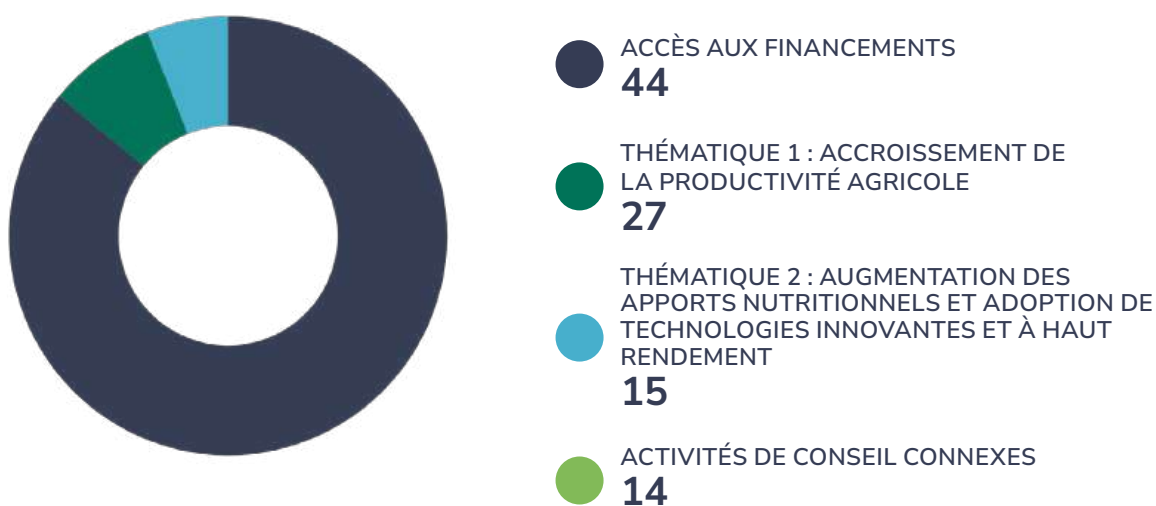
Portefeuille de projets d'investissement par thématique



Portefeuille de services de conseil par type de produit



Portefeuille de services de conseil par thématique



RÉSULTATS DU SECTEUR PRIVÉ

Au 30 juin 2025, les projets financés par le guichet du secteur privé du GAFSP ont touché plus de 2,5 millions d'agriculteurs, dont au moins 340 200 femmes. De plus, ces projets ont fourni un emploi direct à plus de 42 900 personnes, dont 36,3 % de femmes. (Le chiffre rapporté pour les agricultrices sous-estime la portée réelle des projets du GAFSP, car cet indicateur n'a été ajouté à la liste des indicateurs standards du Programme qu'en 2017.)

INDICATEURS**	SITUATION DE RÉFÉRENCE (2022)	RÉSULTATS
Nombre d'agriculteurs touchés	1 018 467	2 510 733
Nombre d'agricultrices touchées	117 619	340 254
Nombre d'emplois directs à plein temps fournis	34 282	42 998
Nombre d'emplois directs à plein temps fournis à des femmes	13 284	15 614
Nombre d'encours de prêts agricoles**	199 284	388 308
Montant des encours de prêts agricoles (dollars US)**	675 697 775	2 422 739 428

* Les chiffres incluent les projets ayant rapporté des résultats au mois de juin 2025 ainsi que les projets clôturés.

** À compter de l'exercice 2025 (FY25), le guichet du secteur privé (PrSW) rend compte des encours de prêts agricoles en lieu et place des prêts agricoles décaissés.





MÉCANISME DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS COMMERCIAUX

Le Mécanisme de financement des investissements commerciaux (BIFT) incarne la nouvelle génération de l'engagement du GAFSP auprès du secteur privé. Lancé sous la forme d'un projet pilote, il est conçu pour combler un fossé que le guichet actuel du secteur privé ne parvient pas totalement à atteindre. Cela inclut les entreprises en phase de démarrage, les coopératives de petits exploitants et les start-up innovantes qui développent les technologies et les modèles commerciaux des systèmes alimentaires de demain, mais qui manquent d'antériorité ou d'envergure pour attirer les investissements commerciaux.

Le BIFT s'appuie sur une approche partenariale pour mutualiser les capitaux de multiples investisseurs, en mobilisant les subventions limitées du GAFSP sous forme d'appui au renforcement des capacités, d'incitations basées sur les résultats ou de couverture des premières pertes. L'une des caractéristiques fondamentales de sa conception réside dans l'alignement obligatoire avec les priorités nationales en matière de systèmes alimentaires ainsi qu'avec les projets du secteur public financés par le GAFSP – garantissant de la sorte que les investissements privés renforcent l'agenda public global de développement au lieu de fonctionner en parallèle.

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES AGRICULTEURS



Crédits : CSO Consortium for GAFSP

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES AGRICULTEURS

Accroître l'impact grâce aux partenariats et aux financements innovants

Le Plan stratégique 2030 du GAFSP place les thématiques transversales au cœur de sa démarche d'investissement.

La résilience climatique, l'égalité des genres, la nutrition, la fragilité et l'emploi ne sont pas traités comme des enjeux distincts à aborder de manière isolée – ils sont appréhendés comme les dimensions interconnectées d'un même défi. Les investissements les plus efficaces sont ceux qui répondent simultanément à plusieurs de ces problématiques, générant ainsi des co-bénéfices qui multiplient l'impact et renforcent le type de résilience systémique capable de s'inscrire dans la durée, bien au-delà de la fin de chaque projet.

Cette section détaille les performances du GAFSP au cours de l'année 2025 pour chacun de ses cinq domaines de priorités thématiques, en s'appuyant sur les résultats de l'ensemble du portefeuille.

Crédits : Action Aid International



Renforcer les systèmes alimentaires face aux chocs climatiques

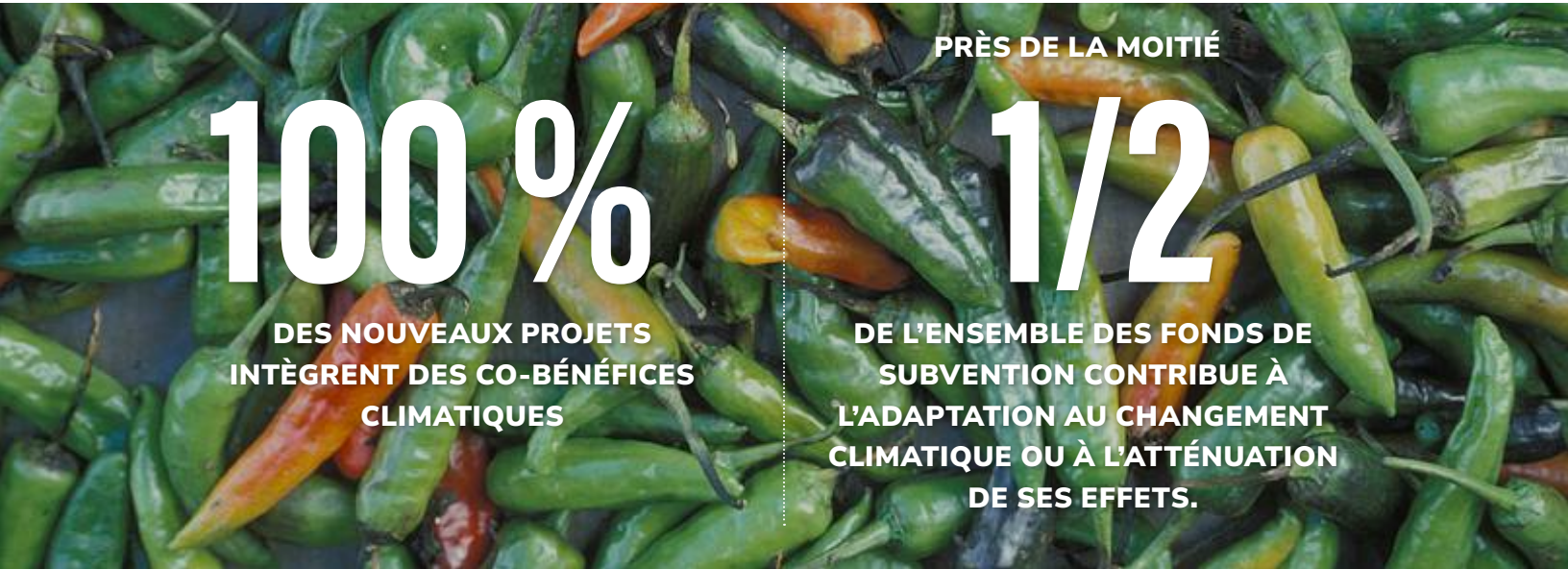
Le changement climatique n'est plus un risque futur pour les agriculteurs que le GAFSP accompagne – c'est une réalité quotidienne. L'irrégularité des précipitations, les sécheresses prolongées, les inondations plus fréquentes et destructrices ainsi que la hausse des températures perturbent déjà les cycles de culture, réduisent les rendements et menacent les moyens de subsistance de millions de familles de petits exploitants. Les femmes et les jeunes, qui constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole dans de nombreux pays d'intervention du GAFSP, y sont disproportionnellement exposés.

Parallèlement, l'agriculture contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre à l'origine de ces dérèglements. La transformation des systèmes alimentaires pour les rendre plus résilients face au climat doit donc s'accompagner d'une réduction de leur empreinte environnementale – grâce à une gestion plus durable des sols, une dépendance réduite aux intrants de

synthèse, une utilisation plus intelligente de l'eau et l'adoption de l'agroforesterie ou d'autres approches fondées sur la nature.

L'approche climatique du GAFSP est solidement ancrée dans l'ensemble de son portefeuille. Tous les nouveaux projets sont désormais tenus d'intégrer des co-bénéfices climatiques, et près de la moitié de l'ensemble des subventions du GAFSP contribue à l'adaptation au changement climatique ou à l'atténuation de ses effets.

Les activités d'agriculture intelligente face au climat soutenues par le GAFSP comprennent la promotion de variétés de cultures résistantes à la sécheresse et à la chaleur, l'adoption de pratiques agroécologiques qui préservent la santé des sols et la biodiversité, l'introduction de systèmes de micro-irrigation au goutte-à-goutte, une meilleure gestion des aliments et du fourrage pour le bétail, ainsi que l'intégration des risques climatiques dans les cadres politiques nationaux de sécurité alimentaire.



100 %

**DES NOUVEAUX PROJETS
INTÈGRENT DES CO-BÉNÉFICES
CLIMATIQUES**

PRÈS DE LA MOITIÉ

1/2

**DE L'ENSEMBLE DES FONDS DE
SUBVENTION CONTRIBUE À
L'ADAPTATION AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE OU À L'ATTÉNUATION
DE SES EFFETS.**

ÉTUDE DE CAS

UNE DÉCENNIE DE RÉCOLTES : COMMENT L'IRRIGATION A TRANSFORMÉ LE CORRIDOR SEC DU HONDURAS

Mis en œuvre par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement

Honduras

En parcourant le centre et le sud du Honduras, il est facile de ne pas percevoir ce qui se cache derrière la beauté des paysages : l'insécurité alimentaire et la malnutrition demeurent généralisées au sein de ces communautés rurales. Selon la Banque mondiale, le Honduras affiche l'un des taux de pauvreté les plus élevés d'Amérique latine et des Caraïbes, et près de la moitié de sa population vit en milieu rural, où les deux tiers des travailleurs subsistent sans la moindre protection sociale.

Depuis plus d'une décennie, le GAFSP s'emploie à y renforcer la résilience climatique à partir de la base. Le projet *Corredor Seco* (ACS-PROSASUR) — soutenu par un financement de 30 millions de dollars du GAFSP, complété par une enveloppe additionnelle de 5 millions de dollars de financement de suivi — a permis de déployer des systèmes d'irrigation et des pratiques agricoles intelligentes face au climat au profit de familles vulnérables, à travers cette bande de terre aride et sujette à la sécheresse qui s'étire du Costa Rica jusqu'au Guatemala.

Le projet ACS-PROSASUR a pris fin en juin 2025, après avoir équipé plus de 14 000 foyers de nouvelles technologies

d'irrigation et leur avoir fourni des formations en matière de diversification des cultures et de techniques climato-intelligentes. Dans une région où la sécheresse est depuis longtemps endémique — et où les conditions météorologiques se révèlent de moins en moins prévisibles —, ce projet a permis, en dix ans, d'accroître la disponibilité de denrées alimentaires de qualité, de stimuler la production de cultures à haute valeur ajoutée ainsi que les revenus, tout en soutenant la santé infantile, la nutrition et le suivi de la croissance des enfants.

Les chiffres témoignent de cette transition. Les rendements agricoles des ménages participants atteignent désormais une moyenne de 783 kilogrammes par hectare, tandis que l'augmentation des ventes réalisées dans le cadre des plans d'affaires des agriculteurs — inexistantes au démarrage du projet — s'élève aujourd'hui à 1 070 dollars en moyenne par an.

Avant le projet, la plupart des agriculteurs de la région n'effectuaient qu'une seule récolte, au mois de mai. Les nouveaux systèmes d'irrigation ont brisé cette contrainte. Les producteurs cultivent désormais également pendant la saison sèche, enchaînant plusieurs cycles de

récoltes par an au lieu d'un seul. Les écoles d'agriculture de terrain, animées à l'intention des hommes comme des femmes, ont enseigné les techniques à l'origine de ce changement — depuis l'irrigation économe en eau jusqu'à la fabrication de pesticides artisanaux et la manipulation sécurisée des produits chimiques.

Nous pouvons désormais cultiver à tout moment, même en été lorsque le climat est sec », témoigne Mme Moreno, responsable d'une coopérative agricole à El Limón. « Cela représente une réelle avancée : nous pouvons tout faire sur nos propres terres, sans avoir besoin de nous déplacer ailleurs. »

À El Limón, les ménages ont mutualisé leurs propres ressources financières pour construire un système d'irrigation au goutte-à-goutte ainsi que deux grands bassins de rétention, en s'approvisionnant en eau auprès d'une propriété privée voisine. Là où ils ne cultivaient autrefois que du maïs sur une seule parcelle, ils exploitent aujourd'hui trois champs, où se côtoient pastèques, haricots, tomates, poivrons et concombres.

Dans le département d'El Paraíso, une coopérative bénéficiaire a mis à profit son nouveau système d'irrigation pour produire du maïs, des pastèques et des haricots — nourrissant ainsi ses propres foyers tout en vendant les excédents sur les marchés locaux. « Nous avons collecté nos bénéfices et les avons répartis par ménage », explique Mme Sánchez, représentante de la coopérative. Ailleurs

dans le même département, des étudiants adultes ont appris à cultiver le luffa et à transformer artisanalement ses fruits en éponges végétales, convertissant ainsi une culture facile à faire pousser en une source de revenus qu'ils commercialisent désormais eux-mêmes.

Presque rien ne se perd. De nouvelles machines permettent aux agriculteurs de transformer les résidus de plantes desséchées en litière et en fourrage pour leurs animaux. De plus, dans les départements de Francisco Morazán, El Paraíso et Choluteca, les manguiers offrent à la fois de l'ombre face à la chaleur et une source de nourriture fiable et nutritive, les agriculteurs se rassemblent souvent sous leurs branches pour échanger sur leurs pratiques professionnelles.

La portée du projet s'est étendue bien au-delà des seuls champs cultivés. Au sein des centres de santé locaux desservant environ 12 000 personnes — dont certaines parcourent de longues distances pour se faire soigner —, les fonds du projet ont permis de financer des équipements de réfrigération pour le stockage des médicaments et des vaccins, ainsi que des formations en matière de sécurité sanitaire des aliments, d'hygiène et de planification familiale. Les habitants signalent que la mortalité infantile ainsi que la violence domestique ont toutes deux diminué depuis lors. Parallèlement, des cuisines communautaires ont sensibilisé les mères et les jeunes enfants à la nutrition et à des régimes alimentaires plus sains,

consolidant ainsi les progrès de la sécurité alimentaire obtenus dans les champs.

Une décennie plus tard, ce changement est visible à travers de petits gestes concrets : une coopérative qui partage ses bénéfices, une parcelle qui accueille trois cultures au lieu d'une, ou une famille capable, pour la première fois, de cultiver pendant la saison sèche. Pour les communautés du Corridor sec du Honduras, l'ensemble de ces avancées forme une réalité bien plus durable que n'importe quelle récolte isolée.



ÉTUDE DE CAS

DÉVELOPPER LES ZONES MONTAGNEUSES DU NÉPAL : TRANSFORMER LE POTENTIEL DES VERGERS EN REVENUS POUR LES MÉNAGES

Mis en œuvre par la Banque asiatique de développement (BAsD) et le Programme alimentaire mondial (PAM), en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et du Développement de l'élevage du Népal/Nepal's Ministry of Agriculture and Livestock Development

Népal

Dans les districts montagneux du Népal — cette bande de relief située entre 1 000 et 3 000 mètres d'altitude où près de 70 % des habitants dépendent de l'agriculture —, l'activité de la terre perd du terrain. Environ 30 % des terres cultivées dans ces zones sont aujourd'hui laissées à l'abandon, l'émigration et les transferts de fonds détournant les ménages des champs que leurs familles exploitaient depuis des générations.

La productivité des vergers est tombée en deçà de la moyenne mondiale. Les pertes post-récolte amputent jusqu'à 40 % de la production. De surcroît, la vulnérabilité climatique est à son paroxysme précisément dans les districts où les options agricoles sont déjà les plus limitées.

Parallèlement, la demande nationale en fruits et fruits à coque progresse à un rythme soutenu, affichant une hausse de plus de 70 % en termes de production au cours de la dernière décennie, sous l'effet de l'urbanisation, de la hausse des revenus et du tourisme — sans que l'offre intérieure ne parvienne à suivre le rythme. C'est ce fossé entre la baisse

de la productivité et l'augmentation de la demande que le Projet de culture de fruits et fruits à coque dans les zones montagneuses (NAFHA) et sa composante maraîchère, financée par le GAFSP, sont conçus pour combler.

Le projet NAFHA, soutenu par un financement de 70 millions de dollars de la BAsD, développe environ 10 000 hectares de vergers de fruits et de fruits à coque résilients face au climat à travers 100 municipalités réparties dans cinq provinces — Province 1, Bagmati, Gandaki, Karnali et Sudurpashchim —, bénéficiant ainsi à quelque 30 000 ménages agricoles.

Toutefois, le développement de vergers commerciaux exige des capitaux dont de nombreux petits exploitants ne disposent tout simplement pas.

La contribution totale de 12 millions de dollars du GAFSP au projet NAFHA est elle-même répartie entre deux partenaires de mise en œuvre : 9 millions de dollars sont administrés par la BAsD et intégrés directement dans le plan principal de financement des vergers, tandis que 3 millions de dollars sont

administrés séparément par le PAM sous forme de cofinancement parallèle. Cette dernière enveloppe finance le volet d'assistance technique du projet, notamment les écoles de nutrition pour les agriculteurs, qui renforcent les connaissances diététiques parallèlement aux activités de production maraîchère et de cultures de contre-saison.

« Le prêt de la BAsD soutiendra l'action du gouvernement visant à relancer l'horticulture dans les zones montagneuses du Népal, une priorité mise en lumière par la proclamation de la période 2016-2026 comme la «Décennie du fruit» », a déclaré Sunae Kim, spécialiste principale des ressources naturelles et de l'agriculture de la BAsD pour l'Asie du Sud. « En plus de combler l'écart entre l'offre et la demande intérieures, les bénéfices supérieurs attendus de l'arboriculture commerciale pourraient également contribuer à retenir la population jeune dans le secteur agricole et offrir des opportunités de revenus aux femmes qui se retrouvent à la tête de leur ménage après l'exode des hommes. »

Au moins 60 % des bénéficiaires de la subvention du GAFSP sont des femmes — dont beaucoup dirigent leur foyer à la suite de l'émigration masculine —, les communautés ethniques, qui représentent environ 30 % de la population des municipalités cibles, étant représentées de manière proportionnelle à tous les niveaux.

Les trois composantes du projet s'articulent de manière séquentielle :

identifier et organiser les groupements d'agriculteurs ; développer la production maraîchère de contre-saison et l'apiculture ; et renforcer l'accès aux marchés afin que la production des agriculteurs trouve rapidement preneur.

Ce lien avec le marché passe, en partie, par le même canal institutionnel que celui utilisé ailleurs dans le portefeuille du GAFSP : le programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux (*Home-Grown School Feeding*), auquel le projet associera les groupements locaux d'agriculteurs chaque fois que cela est possible, en parallèle des écoles de nutrition des agriculteurs soutenues par le PAM, qui développent les connaissances de saison en saison.

Un soutien adossé à des financements, pas seulement à des formations

La conception du projet NAFHA s'appuie sur les enseignements tirés des interventions antérieures de la BAsD au Népal — principalement le fait que les subventions de contrepartie seules débloquent rarement l'investissement si elles ne sont pas adossées à un mécanisme financier de soutien.

Le projet global comprend ainsi un fonds de garantie de crédit de 6 millions de dollars, destiné à mobiliser un investissement privé estimé à 70 millions de dollars en garantissant une part du risque des prêteurs pour les emprunteurs horticoles du secteur des petits exploitants qui manquent de garanties réelles. Des subventions

partielles couvrent jusqu'à 50 % des coûts de développement des vergers pour les agriculteurs et les coopératives, et des primes incitatives basées sur le taux de survie des plants sont versées au cours des deux premières années afin de récompenser la qualité de l'entretien plutôt que le simple acte de plantation.

D'ici la clôture du projet NAFHA et de sa composante GAFSP en 2029, l'objectif est d'avoir rehaussé les revenus agricoles des ménages bénéficiaires d'au moins 10 %, d'avoir établi au moins 40 partenariats avec des pépinières privées pour garantir des plants exempts de maladies, et d'avoir formé plus de 20 000 agriculteurs aux pratiques culturales adaptées au climat — dont au moins 40 % de femmes

ou de personnes issues de groupes défavorisés.

Le taux de rentabilité interne économique (TRIE) du projet est estimé à 28 %, et il est prévu qu'il séquestre environ 968 000 tonnes d'équivalent CO₂ sur 20 ans grâce à la végétalisation de terres de vergers auparavant nues.

Pour un pays où un tiers des terres montagneuses cultivées est déjà en friche, cette triple combinaison — des cultures résilientes face au climat, un débouché sur le marché et un financement réellement accessible pour les petits exploitants — constitue le pari que le GAFSP, la BASD et le PAM font sur les collines du Népal pour bâtir un avenir meilleur au profit de ceux qui continuent d'y vivre.





Les femmes au cœur des systèmes alimentaires

Dans un grand nombre de pays où le GAFSP intervient, les femmes produisent la majeure partie de la nourriture qui alimente les familles et les communautés locales. Elles se trouvent en première ligne du monde agricole — assurant les semis, les récoltes, la transformation et la commercialisation — et pourtant, elles restent systématiquement exclues des décisions, des ressources et des opportunités qui leur permettraient de mener ce travail de manière plus productive, plus rentable et plus sûre.

Les femmes se heurtent à des obstacles structurels en matière de propriété foncière, ce qui limite leur capacité à utiliser des actifs comme garanties pour obtenir des prêts. Elles sont sous-représentées au sein des organisations de producteurs et des coopératives agricoles, ce qui amoindrit leur influence sur les décisions collectives qui façonnent l'accès aux marchés et les priorités d'investissement. Lorsque les chocs climatiques, les conflits ou les crises économiques surviennent, les femmes et les filles en subissent de plein fouet les conséquences.

Les investissements du GAFSP en faveur de l'autonomisation des femmes relèvent à la fois d'une exigence d'équité et d'un impératif d'impact. En 2025, 42 % de l'ensemble des personnes atteintes par les projets du secteur public financés par le GAFSP étaient des femmes, une proportion en adéquation avec les 43 % que représentent les femmes dans la population active agricole des pays en développement. De plus, 87 % des projets du secteur public du GAFSP intègrent une analyse des disparités entre les femmes et les hommes, des interventions ciblées pour l'autonomisation des femmes ainsi qu'un suivi des progrès.

Les projets financés par le GAFSP soutiennent l'entrepreneuriat féminin, élargissent l'accès des femmes aux intrants agricoles, aux technologies et aux services de vulgarisation, et les aident à assumer des rôles de direction au sein des coopératives et des associations de producteurs. Le secteur privé a, lui aussi, un rôle crucial à jouer : les investissements du GAFSP dans le secteur privé axés sur les compétences des femmes, les liaisons avec les marchés et l'accès aux technologies ont ouvert de nouvelles perspectives économiques tout au long des chaînes de valeur agricoles.



42%

**DES PARTICIPANTS AUX PROJETS
DU SECTEUR PUBLIC SONT DES
FEMMES**

43%

**DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE DANS
LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EST
CONSTITUÉE DE FEMMES**

87%

**DES PROJETS INTÈGRENT UNE
ANALYSE DE GENRE.**

ÉTUDE DE CAS

TRANSFORMER LES PERTES EN MOYENS DE SUBSISTANCE : COMMENT LES COOPÉRATIVES RÉVOLUTIONNENT LE SYSTÈME ALIMENTAIRE DE LA GAMBIE

Mis en œuvre par la Banque africaine de développement (BAD), en partenariat avec le gouvernement de la Gambie et le Programme alimentaire mondial (PAM)

Afrique subsaharienne

Dans le village de Jahaur, à la périphérie de Banjul, les tomates pourrissaient souvent avant même d'avoir pu être servies dans une assiette. En Afrique subsaharienne, les pertes post-récolte peuvent amputer 40 à 50 % de la production maraîchère — un problème moins lié à ce que les agriculteurs cultivent qu'à ce qui se passe après la récolte : des capacités de stockage inadéquates, un manque de connaissances en matière de transformation et un accès limité aux marchés.

Pour Kumba Jallow et les femmes de la coopérative Kalengi, cela se traduisait par des mois de travail, d'irrigation et d'investissements qui dépérissaient sous la chaleur avant d'avoir pu être commercialisés : « Dès que nous avons compris comment manipuler nos légumes après la récolte — le tri, le refroidissement, l'emballage —, nous avons cessé de perdre notre production. C'est là que nous avons commencé à gagner réellement de l'argent. »

Ce changement a été rendu possible grâce au Projet pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en Gambie, une subvention du GAFSP supervisée par

la Banque africaine de développement. Mme Jallow et sa coopérative ont reçu un assortiment de semences maraîchères, de petits outils de jardinage et un *Cooltainer* — une unité de refroidissement par évaporation alimentée à l'énergie solaire qui prolonge la durée de conservation des produits frais sans avoir recours à l'électricité, une innovation cruciale pour les communautés rurales confrontées à des chaleurs extrêmes.

Au-delà de la fourniture d'équipements, le projet comprenait des formations aux bonnes pratiques agricoles et, surtout, à une gestion post-récolte complète : récolter au moment opportun, trier et calibrer selon les normes du marché, manipuler et emballer les produits de manière hygiénique, et assurer l'entretien du *Cooltainer*.

Pour la première fois, la coopérative disposait à la fois des outils et des connaissances nécessaires pour protéger ses cultures. Inspiré par cette formation, le groupement a lancé une petite activité de transformation, convertissant les excédents de tomates, de piments et d'autres légumes en concentré de tomate, en confitures et en sauce de piment —

des produits aujourd'hui très prisés dans les foyers gambiens.

Cette initiative a permis de créer des emplois pour d'autres femmes du village qui ne s'étaient jamais lancées dans l'agriculture auparavant. Par la suite, une subvention avicole octroyée dans le cadre d'un projet complémentaire a permis à la coopérative de se diversifier dans la production d'œufs et de viande, tout en réintroduisant des engrais organiques dans les jardins maraîchers — un modèle simple et circulaire de ce que peut être une agriculture intégrée à l'échelle d'un village.

L'aspect le plus transformateur a été l'intégration de la coopérative au Programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux, qui s'approvisionne localement pour fournir quotidiennement des repas nutritifs aux écoliers. En approvisionnant directement les écoles environnantes en légumes frais, le groupement s'est assuré un débouché institutionnel garanti, une opportunité rare pour des petits exploitants.

« Désormais, l'école nous achète nos légumes chaque semaine. Nous savons que nous avons un acheteur avant même de semer. Cette sécurité change absolument tout », confie Mme Jallow.

Les retombées positives dépassent largement le cadre de l'exploitation agricole. Les enfants bénéficient de repas plus nutritifs, ce qui a été associé à une meilleure concentration et à une meilleure assiduité scolaire, en particulier chez les filles. Le village profite de

la création d'emplois locaux et d'une hausse des revenus des ménages. Enfin, ce modèle offre un exemple concret de ce qui se produit lorsque les femmes de petites exploitations sont soutenues en tant qu'entrepreneures, et non plus seulement comme des productrices de subsistance.

La coopérative de Jahaur n'est qu'un maillon d'un effort bien plus vaste. Depuis 2021, le GAFSP a investi 28 millions de dollars dans cinq régions de la Gambie — West Coast, Lower River, North Bank, Central River et Upper River —, ciblant les zones affichant les taux de pauvreté, de malnutrition et d'insécurité alimentaire les plus élevés.

« Créer un accès équitable aux marchés, véritable catalyseur d'un développement inclusif et durable, a constitué le principe directeur de la mise en œuvre de ce projet », explique Momodu Sow, coordinateur du projet en Gambie.

Un financement additionnel de 12 millions de dollars, approuvé en 2024, permet d'étendre encore cette portée : le nombre de petits exploitants agricoles directement soutenus dans leur production doit passer de 10 000 à 18 000 (dont plus de la moitié de femmes), et le Programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux s'élargit pour passer de 131 900 à 203 900 écoliers bénéficiaires, dont plus de la moitié sont des filles.

La méthode reproduit les clés du succès de Jahaur : des semences certifiées résilientes face au climat, des engrais,

des infrastructures post-récolte telles que des *Cooltainers* et des chambres froides solaires, et, élément fondamental, un acheteur local garanti grâce au réseau des cantines scolaires. Les zones de production rizicole s'étendent de 3 000 à 4 500 hectares, les superficies destinées aux cultures de plateau doublent pour atteindre 3 000 hectares, et 20 périmètres maraîchers de femmes supplémentaires sont en cours d'équipement avec la même combinaison d'outils et de formations qui a fait la réussite de la coopérative Kalengi.

« Cette histoire démontre que lorsque nous investissons dans les agricultrices, non seulement en tant que productrices mais aussi en tant qu'entrepreneures et actrices du marché, nous débloquons bien plus qu'une simple production alimentaire — nous libérons la résilience, la dignité et la transformation économique », conclut Philip Boahen, responsable principal des partenariats et de la coordination à la Banque africaine de développement.





Crédits : IFAD

Élargir l'accès à une alimentation nutritive et diversifiée

La faim et la malnutrition ne relèvent pas du même problème — le GAFSP s'attaque pourtant aux deux de front. Dans les pays à faible revenu, des millions de personnes qui ne se trouvent pas, au sens technique, en situation d'insécurité alimentaire manquent néanmoins d'un accès régulier à des régimes alimentaires diversifiés et nutritifs indispensables au bon développement de leur organisme. Les conséquences — retard de croissance, carences en micronutriments, altération du développement cognitif chez les enfants — s'inscrivent dans le long terme et s'avèrent profondes.

Le GAFSP part du principe que le développement de marchés locaux et régionaux pour les aliments nutritifs ne constitue pas uniquement un impératif sanitaire — c'est également un enjeu économique. Des systèmes alimentaires diversifiés sont des systèmes plus résilients. Les agriculteurs qui cultivent une gamme élargie de produits bénéficient d'une sécurité de revenus accrue. Les

communautés ayant accès à des régimes alimentaires variés sont mieux armées pour résister aux chocs. Enfin, les investissements agricoles sensibles à la nutrition tendent à générer des effets multiplicateurs qui dépassent largement le cadre strict de l'exploitation agricole.

Dans les projets issus des appels à propositions les plus récents, les investissements sensibles à la nutrition financés par le GAFSP comprennent l'agriculture nutritionnelle familiale et les jardins potagers de case, la promotion de semences biofortifiées et de cultures riches en vitamine A, l'amélioration de la conservation des aliments et de la gestion post-récolte, ainsi que le renforcement des débouchés commerciaux pour les produits à haute valeur nutritionnelle.

Pour l'avenir, le Comité de direction du GAFSP a fixé une ambition claire pour la période 2025-2030 : maintenir un portefeuille au sein duquel au moins 75 % des projets seront classés comme sensibles à la nutrition.

ÉTUDE DE CAS

AU TIMOR-LESTE, LES AGRICULTEURS TRAVAILLENT MIEUX ENSEMBLE

Mis en œuvre par la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Timor-Leste

Les jours de marché, Bento Viana Mota et son épouse se déplacent à moto pour vendre leurs légumes dans la ville d'Ermera. De temps à autre, des négociants agricoles ou des acheteurs se rendent directement à leur domicile pour leur acheter des légumes, du maïs et du poisson. Mota a appris à construire des étangs piscicoles pour l'aquaculture. Dans leur jardin, Mota et sa femme cultivent des haricots, de la moutarde brune, du pak-choï, des oignons, de l'ail, des aubergines, du piment, de la laitue et du liseron d'eau (*kangkung*).

Mota prépare régulièrement des lits de semence et pratique la rotation des cultures en fonction des variations saisonnières. À l'instar d'autres agriculteurs, il constate des améliorations tant dans le volume de production que dans la qualité globale des récoltes.

Marié et père de deux enfants, Mota exerce la fonction de trésorier de la coopérative agricole *Hametin Agrikultura* au Timor-Leste, l'une des nations indépendantes les plus jeunes au monde. Le Timor-Leste partage son île avec l'Indonésie, qui a gouverné le

pays pendant plus de deux décennies jusqu'en 2002. Ancienne colonie portugaise pendant plus de 400 ans, le Timor-Leste a su bâtir une démocratie stable.

De nombreux agriculteurs timorais dépendent principalement d'une agriculture de subsistance. Ils ont longtemps éprouvé des difficultés à nourrir leur famille et à générer des emplois. Une faible productivité, des investissements publics et privés limités, un accès restreint au crédit ainsi que des infrastructures de stockage inadéquates contribuaient grandement aux pertes post-récolte.

Mota a indiqué que les membres de sa coopérative et lui-même bénéficient depuis 2019 du [Projet d'amélioration de la productivité agricole durable](#) (SAPIP), financé par le GAFSP, qui leur fournit du matériel de production et des formations pour renforcer leurs compétences.

Je suis reconnaissant envers le SAPIP pour son soutien et ses conseils, qui m'ont permis d'accroître ma production maraîchère. J'envisage de cultiver davantage de légumes afin

d'augmenter encore les revenus de ma famille et d'améliorer notre nutrition », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Cultiver des légumes au quotidien est mon métier, et c'est une passion. »

Le Rapport de fin d'exécution et de résultats (ICR) de la Banque mondiale, financé par le GAFSP, détaille ces progrès au Timor-Leste. Ce document préconise la constitution de groupements d'agriculteurs, faisant valoir que l'organisation des petits exploitants constitue la première étape vers la transformation agricole. Les coopératives s'avèrent indispensables pour réaliser des économies d'échelle et rassembler les agriculteurs autour d'activités de formation, d'intrants et de services. Toutefois, les résultats pourraient être optimisés en intégrant davantage ces groupements dans les circuits d'accès au financement et de renforcement des capacités. Le rapport recommande l'apprentissage entre pairs comme bonne pratique, en plaçant les agriculteurs leaders au cœur des activités du projet pour un développement piloté par les communautés.

Les agriculteurs ont mis en lumière les contributions significatives du projet SAPIP auprès des communautés agricoles du Timor-Leste :

Le groupement d'agriculteurs de Fatuk Leten, spécialisé dans la production de riz, l'horticulture et l'élevage de poulets, figure parmi les nombreuses coopératives ayant fait état d'une

hausse de leurs ventes. L'élevage de porcs et de chèvres a également enregistré des succès notables. Les groupements d'agriculteurs ayant choisi la production porcine avec l'appui du SAPIP ont reçu des formations, des matériaux pour la construction de porcheries, un porc par membre, ainsi que trois mâles reproducteurs pour l'ensemble du groupement.

Le groupement d'agriculteurs de Bele-Bele (municipalité d'Ermera) a indiqué qu'avant le projet SAPIP, l'élevage de porcs se faisait principalement en liberté et que, lorsqu'ils étaient enfermés, les animaux l'étaient dans des enclos insalubres à proximité immédiate des habitations. Grâce au SAPIP, les porcs passent désormais plus de temps dans des enclos propres et de dimensions adaptées, construits à au moins 10 mètres des maisons, réduisant ainsi le risque de propagation des maladies. Les ventes de porcs ont progressé, contribuant à la diversification de la production de bétail.

Alsino Kelo, dirigeant du groupement d'agriculteurs de Masin Taom (municipalité d'Oecusse), a rapporté qu'avant le projet SAPIP, la plupart des membres ne possédaient pas de chèvres. Aujourd'hui, la moyenne s'élève à environ cinq chèvres par membre, et ces derniers ont appris à gérer leur élevage de manière sûre et saine.

Certaines des réussites majeures du SAPIP concernent la production et la vente horticoles. Le groupement d'agriculteurs de Hapan Mor (municipalité d'Ainaro) a reçu des équipements d'irrigation et des semences maraîchères. Les membres se réunissent régulièrement durant la saison des pluies pour se répartir les tâches d'entretien d'un jardin maraîcher aménagé dans le cadre du SAPIP. La coopérative a opéré une transition vers des pratiques culturales plus modernes, notamment une meilleure gestion de l'eau, des techniques révisées de préparation des sols, des distances de plantation optimisées, l'utilisation d'engrais organiques (en remplacement d'engrais chimiques auparavant onéreux) et l'introduction

de nouvelles variétés de légumes. Le groupement fait état d'une hausse de la productivité et d'une baisse des pertes post-récolte estimée à près de 50 %.

Le groupement d'agriculteurs de Famona (municipalité de Bobonaro) a enregistré des ventes et des revenus nettement supérieurs grâce à l'exploitation d'un jardin maraîcher collectif d'un hectare, aménagé sur des terres autrefois laissées à l'abandon. Ils ont installé un réservoir d'eau dans le jardin, alimenté depuis un canal d'irrigation local au moyen d'une pompe. Ils gèrent également une pépinière fonctionnelle et produisent leur propre compost sur site.

Crédits : CSO Consortium for GAFSP





Crédits : Henry Wilkins

Renforcer la sécurité alimentaire dans les contextes fragiles et touchés par des conflits

Les besoins les plus urgents en matière de sécurité alimentaire dans le monde d'aujourd'hui sont concentrés dans les zones les plus difficiles d'accès. Les contextes fragiles, touchés par des conflits ou la violence (FCV) se caractérisent par la faiblesse des institutions, l'effondrement des infrastructures, le déplacement des populations et l'instabilité économique — autant de conditions qui compliquent les investissements de développement traditionnels et laissent les communautés cruellement exposées.

Pourtant, c'est précisément dans ces zones que le soutien du GAFSP recèle le plus fort potentiel d'impact. L'agriculture constitue souvent la voie de relance la plus viable dans les situations post-conflit : elle possède la capacité d'absorber une main-d'œuvre importante, de rétablir l'accès

à la nourriture et de dynamiser l'activité économique locale, même lorsque les autres secteurs demeurent léthargiques. Investir dans les petits exploitants agricoles et les entreprises rurales au sein des contextes fragiles s'inscrit pleinement dans une stratégie de développement.

Au 31 décembre 2025, le GAFSP avait octroyé plus de 714 millions de dollars de subventions — soit 36 % de son portefeuille — au profit d'environ 9 millions de personnes à travers 29 pays touchés par des situations de FCV. Bien que les interventions en contexte FCV comportent des risques importants, ces pays sont précisément ceux où le besoin d'accompagnement se fait le plus pressant et où les subventions du GAFSP peuvent avoir l'impact le plus transformateur.

ÉTUDE DE CAS

DE LA RÉCOLTE AU FOYER : COMMENT LES COOPÉRATIVES AIDENT LES AGRICULTEURS DU BURUNDI À SE RECONSTRUIRE APRÈS LA COVID-19

Mis en œuvre par le Fonds international de développement agricole (FIDA), exécuté par la Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement (CAPAD)

Burundi

Dans la commune de Cendajuru, située dans la région du Moso à l'est du Burundi, Yvette Irankunda dépendait autrefois entièrement de ce que sa petite parcelle de bananes et de haricots pouvait produire lors des bonnes années. Comme la plupart des familles de petits exploitants du Burundi, la sienne comptait sur l'agriculture pour se nourrir et générer des revenus, dans un pays où l'agriculture couvre plus de 95 % des besoins alimentaires nationaux, mais où la qualité des semences, la dégradation des sols et le morcellement des terres maintiennent les rendements à un niveau faible.

Aujourd'hui, la situation de Mme Irankunda est bien différente. Grâce au projet PARE-COVID, elle a pu accéder à des rejets de bananiers exempts de maladies et à des semences de haricots de qualité, tout en bénéficiant de formations et d'un accompagnement au sein de sa coopérative. Ses volumes de production et ses revenus ont progressé, et elle a mis à profit ses gains pour acheter des tôles de fer afin de construire une maison décente pour ses parents, redonnant ainsi une mesure de dignité et de sécurité à sa famille. Elle contribue désormais

également à prendre en charge les frais scolaires, les dépenses de santé et l'habillement des membres plus jeunes de sa famille.

Ces retombées positives dépassent les limites de sa propre parcelle. Mme Irankunda exerce les fonctions de trésorière de son groupement de solidarité mutuelle — un cercle d'épargne et de crédit mis en place par le projet —, ses pairs lui ayant confié la gestion de leurs fonds collectifs. Ce rôle témoigne d'une évolution plus large que le projet PARE-COVID a observée au sein de ses neuf coopératives partenaires : le passage des jeunes femmes du statut de main-d'œuvre agricole à celui de dirigeantes financières.

Les membres épargnent régulièrement, empruntent à des taux inférieurs à ceux du marché et se partagent les dividendes à la clôture de chaque cycle. Ce mécanisme réduit la dépendance à l'égard des usuriers informels, qui laissaient historiquement les ménages de petits exploitants très vulnérables pendant la période de soudure.

Ce déplacement du pouvoir décisionnel est également mis en avant par Maria,

membre de la coopérative Shirukubute, qui décrit les changements survenus au sein de sa propre communauté : « Au Burundi, on ne tient généralement pas compte des femmes. Avec le projet, beaucoup de choses ont changé, notamment la participation des femmes et leur présence aux réunions. Aujourd'hui, un homme ne peut plus vendre une terre à lui seul sans le consentement de son épouse. »

L'approche du projet PARE-COVID s'étend au-delà des ménages individuels pour englober la chaîne de valeur elle-même. La banane représente jusqu'à 40 % de l'apport alimentaire des ménages et la moitié des revenus agricoles dans les zones de production bananière du Burundi. Toutefois, le vieillissement et la faible productivité des plantations, combinés à un accès limité aux marchés, laissent ce potentiel largement inexploité.

Ce projet s'est employé à revitaliser les bananeraies à l'aide de variétés riches en vitamine A, à introduire des haricots biofortifiés par le biais d'un système de redistribution de semences de paysan à paysan (*pass-on scheme*), et à doubler la capacité de transformation de l'usine de bananes SOCOPA à Ruyigi, offrant ainsi aux coopératives un contrat d'achat garanti à un prix deux fois supérieur à celui que les agriculteurs pourraient obtenir sur le marché libre.

L'agroécologie sous-tend l'ensemble de cette démarche. Les agriculteurs ont été formés au compostage, au paillage, aux cultures associées et à l'utilisation



Crédits : CSO Consortium for GAFSP

du *Tithonia* (une plante disponible localement, utilisée comme pesticide et engrais naturels). Ces techniques ont permis de renforcer la résilience face à l'irrégularité des précipitations qui perturbe de plus en plus les campagnes agricoles au Burundi. Dans la commune de Gisuru, les agriculteurs font état d'un rendement plus que doublé, à peine cinq plants suffisant désormais à produire 20 régimes de bananes, là où la norme se situait autrefois à trois régimes.

À l'échelle des neuf coopératives de la CAPAD qu'il soutient, le projet PARE-COVID — cofinancé par une subvention de 2,8 millions de dollars du GAFSP au titre du guichet mené par les organisations de producteurs — accompagne plus de 4 800 familles de petits exploitants agricoles et touche plus de 20 000 personnes à travers six communes. Les femmes représentent 40 % des membres des coopératives participantes, et sept des neuf coopératives ont atteint le niveau le plus élevé en matière de capacité de gouvernance formelle, ce qui les positionne favorablement pour accéder à des financements et à des marchés bien au-delà de la durée de vie du projet lui-même.

Une évaluation participative menée par le Partenariat de la société civile pour le GAFSP a révélé que ce modèle piloté par les coopératives, associé à des formations agroécologiques et à un accès garanti aux marchés, a offert aux familles d'agriculteurs une trajectoire de rétablissement après les pertes de revenus liées à la pandémie. Cette même évaluation a toutefois mis en lumière des lacunes persistantes : la participation des femmes demeure inégale par rapport aux objectifs fixés, les livraisons de semences et d'équipements ont connu des retards, et l'éducation nutritionnelle doit encore s'adapter à la diversité alimentaire que le projet a déjà rendue possible.

Pour Yvette Irankunda, le changement est cependant déjà bien ancré dans le réel : elle dispose désormais d'une maison dotée d'un toit solide, d'une

caisse d'épargne qu'elle gère en toute confiance et d'une famille dont les besoins fondamentaux ne dépendent plus d'une seule et unique récolte.

ÉTUDE DE CAS

LES FEMMES DIRIGENT LA RECONSTRUCTION DE LA GRAND'ANSE EN HAÏTI

Mis en œuvre par le Programme alimentaire mondial (PAM), en partenariat avec le Réseau des organisations de producteurs et productrices de la Grand'Anse et ActionAid.

Haïti

La Grand'Anse, une péninsule luxuriante du sud-ouest d'Haïti, est une région où l'agriculture a toujours été un mode de vie. C'est aussi l'une des zones les plus pauvres du pays, qui cherche encore ses marques après le séisme de magnitude 7,2 qui l'a frappée en août 2021, ravageant les habitations, les exploitations agricoles et les moyens de subsistance de toute la région. Depuis lors, les agricultrices se trouvent en première ligne de la reconstruction.

Pour Berline Joseph, agricultrice à Jérémie, le chef-lieu de la Grand'Anse, le rétablissement a commencé par un changement d'habitudes. « Avant, je ne cultivais qu'une seule variété », se souvient-elle. « Maintenant, j'en plante plusieurs différentes. Cela change notre façon de nous nourrir et cela nous aide à épargner. »

Ce virage a été amorcé grâce au Projet de promotion de l'agroforesterie résiliente dans la Grand'Anse (PARAGA). Financé par une subvention de 3 millions de dollars du GAFSP octroyée au réseau d'organisations de producteurs et de coopératives ROPAGA, ce projet est exécuté en partenariat avec le Programme alimentaire mondial et ActionAid.

L'initiative soutient la diversification des cultures, l'agroforesterie, la gestion de

l'élevage et l'apiculture, renforçant à la fois la sécurité alimentaire et les revenus des petits exploitants au sein d'une région toujours marquée par la fragilité. Elle cible 10 000 petits agriculteurs à travers deux des communes les plus durement touchées par le tremblement de terre.

Au-delà de la formation, le projet a octroyé de petites lignes de crédit agricole directement aux exploitants, leur permettant de réinvestir dans leurs propres terres plutôt que de dépendre de l'aide extérieure. « Le projet nous a prêté de l'argent », explique Mme Joseph. « Nous avons développé nos activités. Nous avons réinvesti les bénéfices dans nos jardins. »

Ces micro-prêts génèrent un effet d'entraînement. Alors que les femmes représentent plus des deux tiers de la main-d'œuvre agricole en Haïti mais se heurtent à des obstacles persistants pour accéder au crédit, aux semences de qualité et à des marchés stables, l'impact du déblocage de financements, même modestes, s'avère considérable. Il améliore la nutrition des ménages et permet aux femmes de s'ancrer sur des marchés locaux dont elles étaient auparavant exclues.

La formation technique occupe une place tout aussi centrale dans la conception

du projet. Dani Cadet, agricultrice, décrit comment l'apprentissage de l'agroécologie a transformé son approche sur le terrain : On nous a appris comment conserver nos récoltes, comment fabriquer du compost, comment traiter les nuisibles et comment équilibrer nos plants pour qu'ils se développent bien.»

Ces pratiques — réduire les pertes post-récolte, s'affranchir des intrants externes, composer avec un climat fragile plutôt que de le subir — constituent la colonne vertébrale du modèle agroécologique du PARAGA.

Les ambitions du projet dépassent le cadre strict des champs. Le ROPAGA et ses partenaires s'appuient sur le PARAGA pour renforcer les capacités de leadership des femmes au sein du réseau coopératif. L'objectif est de leur offrir l'espace nécessaire pour dialoguer avec les autorités locales, lancer leurs propres entreprises et orienter les décisions relatives à l'avenir de leurs communautés, déplaçant ainsi les femmes des marges de l'économie agricole haïtienne vers son centre.

L'instabilité d'Haïti est fortement concentrée dans la capitale. Les régions rurales

comme la Grand'Anse constituent, par opposition, des territoires où la résilience communautaire peut être rebâtie à partir de la base.

C'est là toute la logique de l'investissement continu du GAFSP dans cette zone : plutôt que d'être paralysés par la fragilité nationale, les investissements agricoles dans des régions comme la Grand'Anse permettent de la compenser, offrant aux Haïtiens des zones rurales un ancrage économique alors même que l'instabilité persiste ailleurs dans le pays.

L'Institut pour l'agroécologie de l'Université du Vermont a cité le PARAGA comme un modèle d'accompagnement par des partenaires internationaux vers des systèmes alimentaires mondiaux plus résilients et durables, fondés sur les droits humains et l'appropriation locale plutôt que sur des approches verticales.

Pour Berline Joseph, le changement se mesure au quotidien. « Le projet m'a aidée à faire progresser mon activité agricole », confie-t-elle. « Cela a changé ma vie, et je veux continuer à apprendre, continuer à semer et continuer à grandir. »



Améliorer les moyens de subsistance grâce à l'emploi agroalimentaire

L'agriculture constitue le premier employeur mondial. Pour les 1,2 milliard de jeunes qui intégreront la population active dans les pays à faible revenu au cours de la prochaine décennie, elle représente à la fois le défi le plus pressant et la plus grande opportunité.

Toutefois, en l'absence d'investissements d'envergure dans les systèmes agroalimentaires — que ce soit dans la productivité, les infrastructures ou le développement des chaînes de valeur —, le secteur agricole ne pourra pas générer les emplois nécessaires, en quantité comme en qualité, pour absorber cette génération. À l'inverse, si ces investissements sont au rendez-vous, l'agriculture peut s'imposer comme un moteur de transformation pour une croissance inclusive.

Le GAFSP concentre ses investissements sur le déblocage d'opportunités d'emploi tout au long de la chaîne de valeur agricole — non seulement au niveau de la production, mais également dans les secteurs de la transformation, du stockage, du transport, de la commercialisation et des services financiers. Son approche fondée sur la finance mixte s'avère ici particulièrement déterminante : en finançant des projets agroalimentaires délaissés par les investisseurs commerciaux, le GAFSP permet à des entreprises à fort impact en phase de démarrage de s'implanter et de créer des emplois au sein de communautés privées d'autres perspectives économiques.

Depuis 2017, les projets financés par le GAFSP ont généré 338 102 nouvelles opportunités d'emploi, dont plus de 37 % ont bénéficié à des femmes.



PLUS DE
338 102 **37 %**

**NOUVELLES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI
CRÉÉES GRÂCE AUX PROJETS FINANCÉS
PAR LE GAFSP DEPUIS 2017**

**DE CES EMPLOIS ONT ÉTÉ
ATTRIBUÉS À DES
FEMMES**

ÉTUDE DE CAS

DE LA FÈVE À L'ENTREPRISE : DONNER UN NOUVEL ENVOL À L'INDUSTRIE DU CACAO AU NIGÉRIA

Mis en œuvre par la Société financière internationale (SFI)

Nigéria

De la fève à l'entreprise : Donner un nouvel envol à l'industrie du cacao au Nigéria. L'investissement de la SFI aide l'entreprise *Johnvents* à développer la transformation locale du cacao, ce qui permet de créer des emplois et d'améliorer les revenus des agriculteurs.

Lorsqu'il était jeune spécialiste en suivi et évaluation au Nigéria, John Alamu passait ses journées à mener des recherches, à rédiger des rapports et à formuler les mêmes recommandations — encore et encore. Cette répétition, confie-t-il, a fini par le lasser. « Je m'ennuyais à force de constater toujours les mêmes problèmes », se souvient M. Alamu. « Les agriculteurs manquaient d'accès aux financements. Ils manquaient d'accès aux marchés. Les solutions préconisées étaient toujours les mêmes, mais rien ne changeait. »

Désireux de relever un nouveau défi et déterminé à exercer un impact plus tangible, M. Alamu a investi toutes ses économies dans une usine de cacao désaffectée. C'était un pari risqué, en particulier dans un secteur réputé de longue date pour sa volatilité. Mais pour lui, la motivation était évidente : « Tout a commencé avec le rêve d'aider les agriculteurs. »

Cette décision, prise il y a moins de dix ans, a donné naissance depuis lors au groupe

Johnvents, l'une des principales entreprises de transformation et de fabrication du Nigéria, qui transforme aujourd'hui plus de 35 % des produits dérivés du cacao dans le pays.

En 2024, grâce au soutien du guichet du secteur privé du GAFSP et du guichet du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA), la SFI a octroyé un ensemble de financements destiné à soutenir l'expansion de l'usine de transformation de cacao de *Johnvents* dans l'État d'Ondo, situé dans la région du sud-ouest du Nigéria. « Les financements locaux pour l'agriculture sont extrêmement onéreux, et le cacao est perçu comme un secteur à risque », explique M. Alamu, directeur général du groupe *Johnvents*. « La SFI nous a apporté des capitaux patients, ce qui s'est révélé crucial pour atteindre nos objectifs de croissance. »

Avant l'investissement de la SFI, l'usine transformait environ 8 000 tonnes métriques de cacao par an. Elle en traite désormais plus du double — soit 16 600 tonnes métriques par an — et les nouvelles machines installées devraient porter la capacité de transformation du site à 24 000 tonnes métriques dès qu'elles seront pleinement opérationnelles.

Le financement de la SFI a également permis l'installation d'une unité de séchage du cacao, l'acquisition de camions commerciaux supplémentaires et la transition vers des sources d'énergie plus propres et plus efficaces, réduisant ainsi de manière significative les émissions de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, *Johnvents* emploie plus de 3 000 personnes sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, contribuant ainsi à faire vivre des milliers de familles au sein des communautés de producteurs de cacao.

« Grâce à l'investissement de la SFI, *Johnvents* ne s'est pas contenté de se développer — l'entreprise a redéfini l'industrie du cacao au Nigéria », souligne Vally Khamisani, responsable de programme pour le guichet du secteur privé du GAFSP. Libérer le potentiel de la création de valeur locale. Le Nigéria est la première économie d'Afrique et l'un des plus grands producteurs de cacao du continent. Avec plus de 70 % de sa population âgée de moins de 30 ans, la pression pour créer des emplois y est de plus en plus vive.

L'agriculture, qui génère près d'un quart du produit intérieur brut (PIB) du pays et emploie plus d'un tiers de sa population, offre l'une des voies les plus prometteuses en matière d'opportunités économiques. Le cacao figure parmi les matières premières agricoles les plus importantes du Nigéria et figure parmi les principales exportations hors pétrole.

Selon les estimations de la Banque mondiale, le Nigéria a exporté pour plus de 1,6 milliard de dollars de fèves de

cacao brutes au cours de la seule année 2024, confirmant le rôle critique de cette culture pour les revenus ruraux. Pourtant, historiquement, la majeure partie de la valeur ajoutée des fèves quittait le pays : le Nigéria exporte environ 80 % de son cacao sous forme de fèves brutes non transformées, plutôt que sous forme de produits finis ou semi-finis. Ces derniers génèrent pourtant des marges bénéficiaires et des recettes d'exportation bien plus élevées, tout en favorisant la création d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés.

L'investissement de la SFI a joué un rôle déterminant pour permettre à *Johnvents* de commencer à inverser cette tendance. L'entreprise produit désormais du beurre, du tourteau et de la poudre de cacao — des intrants utilisés dans la fabrication de chocolats, de confiseries, de boissons et de produits de santé. Cela permet de capter une part de valeur bien plus importante au Nigéria avant que les produits ne soient exportés vers les marchés mondiaux.

« Le commerce n'est que la première étape, mais l'objectif a toujours été de bâtir des usines, de créer de la valeur en Afrique et d'exporter des produits finis — et pas seulement des fèves brutes », rappelle M. Alamu. Élever les revenus — et les perspectives — au niveau des exploitations

Dans le cadre de ce partenariat et avec l'appui du guichet du secteur privé du GAFSP, la SFI fournit également des services de conseil à *Johnvents*. L'objectif est de former les agriculteurs à des pratiques de production cacaoyère intelligentes face au climat afin d'accroître

les rendements, d'améliorer l'efficacité de la collecte via des coopératives professionnalisées, de renforcer les systèmes de durabilité et de traçabilité, et de développer la participation des femmes au sein de la main-d'œuvre et de la chaîne de valeur.

Au-delà de ces formations, *Johnvents* propose des financements aux agriculteurs pour soutenir les processus de récolte et post-récolte. L'entreprise conclut également des contrats d'achat garanti avec les producteurs, s'engageant à acquérir un certain volume de marchandises, ce qui assure à ces derniers des revenus plus stables et prévisibles.

Pour des agriculteurs comme Daniel Ibeabuchi Udenoke, le changement est concret. « J'ai hérité mes cacaoyers de mon père, mais je n'avais jamais appris les bonnes pratiques agricoles avant de collaborer avec *Johnvents* », explique-t-il. « Aujourd'hui, je sais précisément quand et comment traiter les arbres, comment en prendre soin — et j'obtiens les meilleures récoltes de toute ma vie. » Le résultat, ajoute-t-il, ne se limite pas à la stabilité

financière : cela contribue également à changer l'image du cacao, qui n'est plus perçu comme une « affaire de vieux ».

En effet, M. Udenoke et ses pairs considèrent désormais cette culture comme une source de revenus et de croissance pour les jeunes Nigériens, y compris pour ses quatre enfants. Des rendements plus élevés, des revenus en hausse. Selon *Johnvents*, ses initiatives ont permis aux agriculteurs d'accroître leurs rendements et leurs revenus de 10 % à 15 % par an. L'entreprise accompagne les producteurs pour développer leur production de manière responsable, en remplaçant les arbres vieillissants et en augmentant la productivité des terres sans engendrer de déforestation.

Tout aussi important, souligne M. Alamu, est le changement de mentalité opéré. « Nous nous efforçons d'amener les agriculteurs à ne plus voir l'agriculture comme un simple mode de vie, mais comme une véritable activité économique. La culture du cacao doit devenir une carrière professionnelle, au même titre que le métier de banquier ou de pilote. »



ANNEXES

Annexe 1. Soutien des donateurs

Annexe 2. Comité de direction

Annexe 3. Projets

Crédits photos : p.9 ©Action Aid International – p.11 ©Civil Society Partnership for GAFSP – p.12 ©CSO Consortium for GAFSP – p.14 ©Action Aid International – p.18 ©CSO Consortium for GAFSP – p.19 ©Action Aid International – p.20 ©CSO Consortium for GAFSP – p.22 ©CSO Consortium for GAFSP – p.23 ©World Food Programme – p.24 ©CSO Consortium for GAFSP – p.25 ©Tejas Bansod/Pexels – p.33 ©CSO Consortium for GAFSP – p.39 ©CSO Consortium for GAFSP – p.40 ©Action Aid International – p.53 ©IFAD – p.56 ©CSO Consortium for GAFSP – p.57 ©Henry Wilkins – p.59 ©CSO Consortium for GAFSP.

ANNEXE 1. SOUTIEN DES DONATEURS

Contributions versées au GAFSP au 31 décembre 2024 (en millions de dollars US équivalents)

Année civile																		
	Donateur	AC10	AC11	AC12	AC13	AC14	AC15	AC16	AC17	AC18	AC19	AC20	AC21	AC22	AC23	AC24	AC25	Total
Secteur public	Australie	49,3	49,1								4,2		7,4					110
	Canada	177,1			24,4													201,5
	Fondation Gates	30		30		10							10		7,5			87,5
	Allemagne					12,3	27,3	27,1	33,6	28,5	66,6	158,9		220,1			7,6	582
	Irlande	0,6			1,4													2
	Corée	53,9			30													83,9
	Norvège										7	43,3						50,3
	Espagne	94,2											5,7	5,3	10,9	4,2	4,5	124,8
	Royaume-Uni			20			42,2					38						100,2
	États-Unis	66,6	99,8	135	142,8	122,6		21,4	39,9			15,1		155	10	10		818,2
	SOUS-TOTAL	471,7	148,9	185	198,6	144,9	69,5	48,5	73,5	28,5	115,8	217,3	23,1	380,4	28,4	14,2	12,1	2 160,4
Secteur privé	Australie						5,8	1,6										7,4
	Canada		51,5															51,5
	Japon					10	10	10										30
	Pays-Bas			76,3	26,2	4,5		21,6		6,3		3,5				2,4		140,8
	Royaume-Uni				59,3		40,1	26,2			15,7		3,4	15	3,1	7,6		170,4
	États-Unis			25														25
	SOUS-TOTAL	0	51,5	101,3	85,5	14,5	55,9	59,4	0	6,3	15,7	3,5	3,4	15	3,1	10	0	425,1
	TOTAL GÉNÉRAL	471,7	200,4	286,3	284,1	159,4	125,4	107,9	73,5	34,8	131,5	220,8	26,5	395,4	31,5	24,2	12,1	2 585,5

ANNEXE 2. COMITÉ DE DIRECTION

COMITÉ DE DIRECTION DU GAFSP		
L'ASTÉRISQUE (*) INDIQUE QUE LA PERSONNE A QUITTÉ SES FONCTIONS EN 2025/2026.		
PRÉSIDENT		
James Catto* Dre Agnes Kalibata		
REPRÉSENTANT DE	FONCTION	NOM
Membres votants		
Donateurs		
Australie (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce - DFAT)	Représentant	Fiona Lynn* Jane Bastin-Sikimeti
	Suppléant	Tristan Armstrong* Vacant
Fondation Gates	Représentant	Neil Watkins* Ammad Bahalim
	Suppléant	
Canada (Affaires mondiales Canada)	Représentant	Rebecca Smart* Connie Tulus
	Suppléant	Adam Templer
Allemagne (Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement - BMZ)	Représentant	Jens Busma* Kordula Mehlhart
	Suppléant	Jan Brix* Jennifer Richter
République de Corée (Ministère de la Stratégie et des Finances)	Représentant	Geumseok Lee
	Suppléant	Esther Hong
Norvège (Agence norvégienne de coopération pour le développement - NORAD)	Représentant	Jessica Nyman
	Suppléant	
Espagne (Ministère des Affaires étrangères / Ministère de l'Économie)	Représentant	Blanca Yañez Minondo
	Suppléant	Monica Fernandez Sanchez
Royaume-Uni (Ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement - FCDO)	Représentant	Radio Save*
	Suppléant	Caz Shaps*
États-Unis (Trésor américain / USAID)	Représentant	James Catto
	Suppléant	Jason Singer* Megan Leary

Représentants régionaux		
Afrique	Représentant	Dr. Abdou Tenkouano
	Suppléant	Mamou Ehui* Youssouph Diallo
Afrique	Représentant	Agnes Kalibata* Andrew Bvumbe
	Suppléant	Boaz Keizire* Vacant
Afrique	Représentant	Emmanuel Plingloh Munyeneh
Asie	Représentant	Haryadi LNU
	Suppléant	(Pele) Viphasouk Saysanavongphet
Asie	Représentant	Champak Pokharel
Europe et Asie centrale	Représentant	Benedikt Huerzeler* Adrienne Schnyder
Amérique latine et Caraïbes	Représentant	Francisco Jose Mayorga Balladares* Melvin Fernando Quiros Romero
	Suppléant	Vacant
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Représentant	Jeehan Nawaf Abdul Malik Abdul Ghaffar
	Suppléant	
Membres non votants		
Représentants des donateurs		
Irlande (Irish Aid)	Représentant	Patrick McManus* Mark Montgomery
Japon (Ministère des Finances)	Représentant	Kohji Matsumoto* Mayumi Moteki
Pays-Bas (Ministère des Affaires étrangères)	Représentant	Agnes Janszen
Entités de supervision		
BAsD (Banque asiatique de développement)	Représentant	Qingfeng Zhang
	Suppléant	Shingo Kimura* Narayan S. Iyer
BAD (Groupe de la Banque africaine de développement)	Représentant	Martin Fregene
	Suppléant	Philip Boahen
FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)	Représentant	Maximo-Torero Cullen
	Suppléant	Mohamed Manssouri

BID (Banque interaméricaine de développement)	Représentant	Jianjun Xu* Santiago Monroy* Bernardo Deregibus
	Suppléant	Pedro Martel* Bruno Jacquet
FIDA (Fonds international de développement agricole)	Représentant	Donal Brown
	Suppléant	Enika Basu* Mattia Barina Caroline Bidault
PAM (Programme alimentaire mondial)	Représentant	Stanlake Samkange* Jordi Renart* Simon Clements
	Suppléant	Chris Toe* Anna Law
Banque mondiale	Représentant	Shobha Shetty* Anup Jagwani
	Suppléant	Marianne Grosclaude
Organisations de la société civile (OSC)		
Représentant OSC des pays du Nord	Doug Hertzler, ActionAid USA* Pauline Verriere, Action Contre la Faim	
Suppléant	Arianna Kandell, ActionAid USA* Marie Cosquer, Action Contre la Faim	
Représentant OSC des pays du Sud (Afrique)	Ibrahima Coulibaly, ROPPA* Mathabo Tsepa, Southern African Confederation of Agricultural Unions (SACAU)	
Suppléant	Ousseini Ouedraogo, ROPPA* Benito Eliasi, Southern African Confederation of Agricultural Unions (SACAU)	
Représentant OSC des pays du Sud (Asie / Asie-Pacifique)	Altangerel Tsendsuren, National Association of Mongolian Agricultural Cooperatives (NAMAC)* Clayton Simamao, Samoan Farmers Association	
Suppléant	Ma Esther Penunia Banzuela, Asian Farmers Association (AFA)* Suifua Afereti Suifua, Samoan Farmers Association	
Unité de coordination du GAFSP, Responsable du programme		
Responsable du programme, Guichet du secteur privé du GAFSP		
Administrateur fiduciaire (Trustee) Responsable financier principal		
Administrateur fiduciaire, Conseiller juridique principal		

ANNEXE 3. PROJETS

Région / Pays	Nom du projet	Statut pour l'exercice 2025
Afghanistan	Gestion de l'irrigation pilotée par les communautés - AT	Annulé
Afghanistan	Gestion de l'irrigation pilotée par les communautés (Nom du projet BAsD)	Annulé
Bangladesh	Projet de productivité agricole intégrée (IAPP)	Projet clôturé
Bangladesh	Bangladesh - Projet de productivité agricole intégrée (IAPP)	Projet clôturé
Bangladesh	MMI - Accroître l'accès aux financements pour les organisations d'agriculteurs au Bangladesh	Projet clôturé
Bangladesh	Accélérer l'inclusion économique et sociale des petits exploitants agricoles dans les zones climatiques critiques grâce à des organisations de producteurs fortes	En cours d'exécution
Bangladesh	Agriculture diversifiée et résiliente pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée (RAINS)	En cours d'exécution
Bangladesh	Agriculture diversifiée et résiliente pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée (RAINS) - AT	En cours d'exécution
Bénin	Projet d'appui à la production alimentaire et de renforcement de la résilience dans les départements de l'Alibori, du Borgou et des Collines (PAPVIRE-ABC)	Projet clôturé
Bhoutan	Projet de sécurité alimentaire et de productivité agricole au Bhoutan (FSAPP)	Projet clôturé
Bhoutan	Projet de renforcement d'une agriculture commerciale résiliente pour les petits exploitants (BRECSA)	En cours d'exécution
Bhoutan	Projet de renforcement d'une agriculture commerciale résiliente pour les petits exploitants (BRECSA) - AT	En cours d'exécution
Burkina Faso	Financement additionnel pour la productivité agricole et la sécurité alimentaire	Projet clôturé
Burkina Faso	Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP) - Burkina Faso	En cours d'exécution
Burkina Faso	Projet de renforcement de la résilience durable à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (P2RIA)	En cours d'exécution
Burundi	Programme national de sécurité alimentaire et de développement rural dans l'Imbo et le Moso (PNSADR - IM)	Projet clôturé
Burundi	Soutien au renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles familiaux membres des coopératives de la CAPAD face aux effets de la pandémie de COVID-19 - Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement (CAPAD)	En cours d'exécution
Cambodge	Cambodge - Projet d'aide alimentaire d'urgence (EFAP)	Projet clôturé
Cambodge	Cambodge - Programme de développement sectoriel pour la commercialisation du riz résilient au climat (Rice-SDP)	Projet clôturé
Cambodge	Reconstruire en mieux : l'agriculture biologique pour les petits exploitants agricoles du nord du Cambodge - Cambodian Agriculture Cooperative Corporation Plc. (CACC)	En cours d'exécution
Cambodge	Projet pour des chaînes de valeur de l'élevage inclusives au Cambodge (CIVCP)	En cours d'exécution

Région / Pays	Nom du projet	Statut pour l'exercice 2025
RCA (République centrafricaine)	Renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les districts de Kémo et d'Ouaka	En cours d'exécution
RCA (République centrafricaine)	Renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les districts de Kémo et d'Ouaka - AT	En cours d'exécution
Tchad	Intensification de la gestion des zones de reproduction des poissons par des systèmes d'enclos de pêche dans la zone lacustre de Fianga (ELF), département du Mont-Illi, province du Mayo-Kebbi Est	En cours d'exécution
Côte d'Ivoire	Renforcement des moyens de subsistance et de la résilience des petits exploitants et des femmes dans la région du N'Zi	En cours d'exécution
RDC (République démocratique du Congo)	Projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole et à la sécurité alimentaire pour les organisations locales de producteurs en RDC	En cours d'exécution
RDC (République démocratique du Congo)	Résilience et nutrition dans la région des Grands Lacs (RENUGL) - AT	En cours d'exécution
RDC (République démocratique du Congo)	FA - Projet multisectoriel de nutrition et de santé (MNHP)	En cours d'exécution
Éthiopie	Éthiopie - Projet de croissance agricole (AGP) I - AT	Projet clôturé
Éthiopie	Éthiopie - Projet de croissance agricole (AGP) I	Projet clôturé
Éthiopie	Projet de croissance agricole (AGP) II	Projet clôturé
Éthiopie	Projet de croissance agricole (AGP) II - AT	Projet clôturé
Gambie	Projet de développement du secteur de l'alimentation et de l'agriculture (FASDEP)	Projet clôturé
Gambie	Projet de développement du secteur de l'alimentation et de l'agriculture (FASDEP) - AT	Projet clôturé
Gambie	Projet pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en Gambie	En cours d'exécution
Ghana	FA - Programme d'investissement pour la savane du Ghana (SIP)	En cours d'exécution
Guinée	Renforcement de la résilience des organisations de producteurs maraîchers de la Basse-Guinée (PRR-OPM-BG)	En cours d'exécution
Guinée-Bissau	PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR ET DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE ET RURAL (PACVEAR) II	En cours d'exécution
Haïti	Projet de transfert de technologies aux petits agriculteurs (PTTA)	Projet clôturé
Haïti	Relance de l'agriculture : Projet de renforcement des services publics agricoles (RESEPA) II	Projet clôturé
Haïti	Programme d'innovation technologique pour l'agroforesterie et l'agriculture (PITAG)	Projet clôturé
Haïti	Programme de productivité et de connectivité rurale avec une approche territoriale (PAPAIR)	En cours d'exécution
Haïti	Promotion de l'agroforesterie résiliente dans la Grand'Anse (PARAGA) : intensification et professionnalisation des initiatives de petite échelle pour reconstruire en mieux	En cours d'exécution
Honduras	Honduras - Projet de sécurité alimentaire du Corridor sec (ACS-PROSASUR)	Projet clôturé

Région / Pays	Nom du projet	Statut pour l'exercice 2025
Honduras	Renforcement des capacités pour la résilience climatique et l'autonomisation économique des petits producteurs ruraux du Corridor sec	En cours d'exécution
Honduras	Renforcement de l'innovation, de la résilience et de la durabilité des systèmes agroalimentaires dans le centre-nord du Honduras (INNOVA-SAN)	En cours d'exécution
Honduras	FA - Projet d'innovation pour la compétitivité rurale (COMRURAL III)	En cours d'exécution
Kenya	Kenya - Projet d'irrigation à petite échelle et de création de valeur (SIVAP)	Projet clôturé
Kenya	Kenya - Projet d'irrigation à petite échelle et de création de valeur (SIVAP) - AT	Projet clôturé
Rép. kirghize	Projet d'amélioration de la productivité agricole et de la nutrition (APNIP)	Projet clôturé
Rép. kirghize	Projet de développement de clusters agroalimentaires résilients (RACDP)	En cours d'exécution
Rép. kirghize	Diversification et commercialisation de produits agricoles et forestiers biologiques durables et résilients au climat en République kirghize	En cours d'exécution
Rép. kirghize	Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition pour un système alimentaire plus résilient à Batken, Kirghizistan	En cours d'exécution
Laos	Programme Agriculture pour la nutrition	Projet clôturé
Laos	Programme Agriculture pour la nutrition - AT	Projet clôturé
Laos	Agriculture pour la nutrition – Phase 2 (AFN II)	En cours d'exécution
Laos	Agriculture pour la nutrition – Phase 2 (AFN II) - AT	En cours d'exécution
Laos	Projet sectoriel de gestion des bassins versants et d'infrastructures rurales durables au Laos	En cours d'exécution
Laos	FA - Projet sectoriel de gestion des bassins versants et d'infrastructures rurales durables (SRIWMSP) - AT	En cours d'exécution
Laos	Renforcer la résilience des petits exploitants agricoles pour la sécurité alimentaire, nutritionnelle et des revenus au Laos (Projet aGreen)	En cours d'exécution
Lesotho	Projet de développement de l'agriculture des petits exploitants (SADP) II	En cours d'exécution
Libéria	Programme d'amélioration de la productivité et de la commercialisation de l'agriculture des petits exploitants (SAPEC)	Projet clôturé
Libéria	Développement de l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	En cours d'exécution
Madagascar	Projet de résilience des systèmes alimentaires de Madagascar (FSRP)	En cours d'exécution
Malawi	Malawi - Projet d'irrigation à petite échelle et de création de valeur (SIVAP)	Projet clôturé
Malawi	Projet du programme de résilience des systèmes alimentaires du Malawi (FSRP)	En cours d'exécution
Maldives	Renforcement des organisations de producteurs agroalimentaires aux Maldives grâce au développement de l'écosystème d'entreprises et au déploiement de solutions numériques	Annulé

Région / Pays	Nom du projet	Statut pour l'exercice 2025
Mali	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PReSAN-KL)	Projet clôturé
Mali	Inclusion des jeunes ruraux dans les chaînes de valeur de l'aviculture et de l'aquaculture au Mali	Projet clôturé
Mali	MMI - Amélioration de la qualité du riz paddy et transformation de qualité du niébé pour une nutrition améliorée et un développement accru des agriculteurs	Projet clôturé
Mauritanie	Projet de promotion des chaînes de valeur agricoles sensibles au genre et de l'entrepreneuriat féminin en soutien au programme d'appui à la transformation agricole en Mauritanie (PCVASGEF-PATAM)	En cours d'exécution
Mongolie	Projet de commercialisation des produits de l'élevage et de l'agriculture (LAMP)	Projet clôturé
Mongolie	Programme intégré d'appui aux moyens de subsistance basés sur l'élevage (ILBLSP)	Projet clôturé
Myanmar	Projet sectoriel pour des chaînes de valeur agroalimentaires respectueuses du climat	Projet clôturé
Myanmar	Projet sectoriel pour des chaînes de valeur agroalimentaires respectueuses du climat - AT	Projet clôturé
Népal	Projet pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (AFSP)	Projet clôturé
Népal	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FANSEP)	Projet clôturé
Népal	Projet de culture de fruits et fruits à coque dans les zones montagneuses du Népal (NAFHA)	En cours d'exécution
Népal	Projet de culture maraîchère dans les zones montagneuses du Népal (NAFHA) - AT	En cours d'exécution
Népal	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FANSEP) II	En cours d'exécution
Népal	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à la diversification des sources de revenus et à l'autonomisation	En cours d'exécution
Nicaragua	Relance résiliente, inclusive et transformatrice des petits agriculteurs, des femmes, des jeunes et des populations autochtones dans le Corridor sec du Nicaragua	Annulé
Nicaragua	Agriculture intelligente face au climat - Aldea Tech 2.0 - Accroître la sécurité alimentaire grâce à des technologies résilientes face au climat pour les familles de petits agriculteurs	Annulé
Nicaragua	Nicaragua - Projet de sécurité alimentaire de la côte caraïbe (PAIPSAN)	Projet clôturé
Nicaragua	FA - Nicaragua : Projet d'intervention d'urgence face aux ouragans Eta et Iota	En cours d'exécution
Nicaragua	Cultiver l'espoir : Vers des systèmes alimentaires résilients, transformateurs et inclusifs dans le nord du Nicaragua pilotés par les petits exploitants, les femmes et les jeunes	En cours d'exécution
Niger	Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA-MTZ)	Projet clôturé
Niger	Renforcement des organisations d'agriculteurs pour le développement de moyens de subsistance durables	En cours d'exécution
Niger	Projet d'appui à l'intensification de la production agricole face aux effets du changement climatique et de l'insécurité dans les régions de Dosso, Tahoua et Tillabéri	En cours d'exécution

Région / Pays	Nom du projet	Statut pour l'exercice 2025
Régional (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu)	Projet pour l'eau et l'alimentation dans les petites îles	En cours d'exécution
Régional (Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Tuvalu)	Projet pour l'eau et l'alimentation dans les petites îles - AT	En cours d'exécution
Régional (Rwanda, Tanzanie, Ouganda)	MMI - Utilisation de la plateforme mobile innovante e-granary pour fournir des services économiques aux agriculteurs d'Afrique de l'Est	Projet clôturé
Rwanda	Projet de gestion des terres, de collecte des eaux et d'irrigation des coteaux au Rwanda (LWH)	Projet clôturé
Rwanda	Projet d'intensification agricole durable pour l'amélioration des moyens de subsistance, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (SAIP)	Projet clôturé
Rwanda	Projet d'intensification agricole durable pour l'amélioration des moyens de subsistance, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (SAIP) II	En cours d'exécution
Rwanda	Renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles face aux crises (alimentaires et climatiques) pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance au Rwanda	En cours d'exécution
Samoa	Amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens de subsistance grâce à des agroécosystèmes améliorés	En cours d'exécution
Sénégal	Projet d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine (PASA-Lou/Ma/Kaf)	Projet clôturé
Sénégal	Renforcement des moyens de subsistance des femmes rurales pour un développement économique durable dans la région de Tambacounda, dans l'Est du Sénégal (Projet MMI)	Projet clôturé
Sénégal	Appui à l'amélioration de l'aviculture familiale rurale dans les départements de Mbour, Fatick et Kaolack	En cours d'exécution
Sénégal	Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle Post-COVID (PRESAN/PC)	En cours d'exécution
Sierra Leone	Sierra Leone - Programme de commercialisation de l'agriculture des petits exploitants (SCP)	Projet clôturé
Sierra Leone	Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP) - Sierra Leone	En cours d'exécution
Îles Salomon	Projet d'investissement agricole pour les marchés et la nutrition aux Îles Salomon et au Vanuatu	En cours d'exécution
Îles Salomon	Projet d'investissement agricole pour les marchés et la nutrition aux Îles Salomon et au Vanuatu - AT	En cours d'exécution
Somalie	Projet intégré et résilient de productivité agricole en Somalie (SIRAP)	En cours d'exécution
Somalie	Intensification de la productivité agricole basée sur le marché et amélioration des revenus à Hirshabelle (SMAPIEH)	En cours d'exécution
Soudan du Sud	Entreprises rurales pour le développement agricole (READ)	En cours d'exécution
Soudan du Sud	Projet pour les moyens de subsistance et la résilience au Soudan du Sud (SSLRP)	En cours d'exécution
Tadjikistan	Deuxième projet d'emplois publics pour la gestion durable de l'agriculture et des ressources en eau (PAMP) II	Projet clôturé
Tanzanie	Projet d'expansion de la production de riz (ERPP)	Projet clôturé

Région / Pays	Nom du projet	Statut pour l'exercice 2025
Tanzanie	Initiative de la Tanzanie pour la prévention de la contamination par les aflatoxines (TANIPAC)	Projet clôturé
Tanzanie	Projet d'amélioration des services d'approvisionnement des systèmes alimentaires dans la Tanzanie rurale en adaptation à la COVID-19	En cours d'exécution
Timor-Leste	Projet d'amélioration de la productivité agricole durable (SAPIP)	Projet clôturé
Togo	Projet d'appui au développement agricole au Togo (PADAT)	Projet clôturé
Togo	Projet d'appui au secteur agricole (PASA)	Projet clôturé
Togo	Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (PRSA) - Togo	En cours d'exécution
Togo	Appui à la promotion du maraîchage agroécologique au Togo (ProSMAT)	En cours d'exécution
Ouganda	Projet multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition en Ouganda (UMFSNP)	Projet clôturé
Ouganda	Renforcement de la capacité de production et de la résilience des organisations de petits producteurs de patates douces en Ouganda	En cours d'exécution
Yémen	Yémen - Programme de restauration et de renforcement de la production agricole des petits exploitants / SAPEP (SAPREP)	Projet clôturé
Yémen	Projet de réponse à la sécurité alimentaire et de résilience au Yémen (FSSRP)	En cours d'exécution
Yémen	FA - Projet de financement additionnel pour le développement des moyens de subsistance ruraux (RLDP)	En cours d'exécution
Zambie	Projet de productivité agricole et d'amélioration des marchés (APMEP)	Projet clôturé



Unité de coordination du GAFSP

1818 H Street, NW

Washington, DC 20433 USA

GAFSP-INFO@GAFSPFUND.ORG

GAFSPFUND.ORG

 [@GAFSPfund](https://twitter.com/GAFSPfund)

[#GAFSPAR2025](https://twitter.com/GAFSPfund)

